



OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R76-2023-166

PUBLIÉ LE 5 SEPTEMBRE 2023

Sommaire

Agence Régionale de Santé Occitanie / Direction de l'Offre de Soins et de l'Autonomie

| | |
|--|---------|
| R76-2023-06-07-00107 - ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2700 portant fixation des dotations MIGAC Mission d Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Cahors (6 pages) | Page 5 |
| R76-2023-06-07-00108 - ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2701 portant fixation des dotations MIGAC Mission d Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier GRAMAT (5 pages) | Page 12 |
| R76-2023-06-07-00109 - ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2702 portant fixation des dotations MIGAC Mission d Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Spécialisé LEYME (6 pages) | Page 18 |
| R76-2023-06-07-00110 - ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2703 portant fixation des dotations MIGAC Mission d Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 de la Maison de repos des Tilleuls (5 pages) | Page 25 |
| R76-2023-06-07-00111 - ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2704 portant fixation des dotations MIGAC Mission d Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du centre hospitalier de MENDE (6 pages) | Page 31 |

R76-2023-06-07-00112 - ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2705 portant fixation des dotations MIGAC Mission d Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du centre hospitalier SAINT CHELY D'APCHER (5 pages) Page 38

ARS OCCITANIE /

R76-2023-05-22-00009 - Arrêté cession partielle des places d'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et de l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel.pdf (4 pages) Page 44

R76-2023-06-23-00003 - Arrêté conjoint modificatif EHPAD Les Jardins d'Adoyra Creissan (4 pages) Page 49

R76-2023-05-22-00011 - Arrêté réduction capacité EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier.pdf (4 pages) Page 54

R76-2023-05-22-00010 - Arrêté réduction capacité EHPAD Korian les Meunières à Lunel.pdf (4 pages) Page 59

R76-2023-07-26-00012 - Arrêté renouvellement autorisation EHPAD La Maison ensoleillée à Abeilhan.pdf (4 pages) Page 64

DRAAF Occitanie /

R76-2023-09-05-00005 - Arrêté relatif à l autorisation d augmentation du titre alcoométrique volumique pour l élaboration de certains vins de la récolte 2023??Départements de l Aude, du Gard et de l Hérault?? (6 pages) Page 69

DREETS OCCITANIE /

R76-2023-08-31-00007 - Arrêté du 31 août 2023 portant la publication dans la région Occitanie de la liste des défenseurs syndicaux en matière prud'homale (24 pages) Page 76

R76-2023-09-05-00001 - Arrêté du 5 septembre 2023 fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique aux représentants du personnel des comités sociaux économiques (CSE) en matière de santé, sécurité et conditions de travail (4 pages) Page 101

R76-2023-09-05-00002 - Arrêté du 5 septembre 2023 fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique aux représentants du personnel des comités sociaux et économiques (CSE) en matière économique (4 pages) Page 106

DREETS OCCITANIE / pôle cohésion sociale

R76-2023-08-02-00005 - Arrêté préfectoral portant fixation de la dotation globale de financement 2023 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) "Arc-en-ciel" géré par l'Association Catalane d'Actions et de Liaisons (ACAL) dans le département des Pyrénées-Orientales (4 pages) Page 111

R76-2023-08-02-00007 - Arrêté préfectoral portant fixation de la dotation globale de financement 2023 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) "Henri Dunant" géré par la délégation départementale de la Croix-Rouge Française dans le département des Pyrénées-Orientales (4 pages) Page 116

R76-2023-08-02-00006 - Arrêté préfectoral portant fixation de la dotation globale de financement 2023 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) "Sésame" géré par l'Association Catalane d'Actions et de Liaisons (ACAL) dans le département des Pyrénées-Orientales (4 pages) Page 121

MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne de Bordeaux /

R76-2023-09-05-00003 - Arrêté portant modification de la composition du conseil d'administration de l'URSSAF de Midi-Pyrénées (1 page) Page 126

R76-2023-09-05-00004 - Arrêté portant modification de la composition du conseil départemental de l'URSSAF de Midi-Pyrénées (1 page) Page 128

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2023-06-07-00107

ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2700 portant fixation des dotations MIGAC Mission d'Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Cahors

ARRETE ARS OCCITANIE / 2023 - 2700

portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Cahors

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1 et R. 162-32-3 ; notamment son article L. 162-22-8-2 ; L.162-22-8 et L. 162-22-8-1 ; L. 162-22-6-2 ; L. 162-23-15 ; R.162-31 à R.162-31-7 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

Vu le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret n° 2022-1775 du 31 décembre 2022 modifiant certaines dispositions relatives au financement des établissements de santé,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 21 avril 2021 modifiant l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 26 avril 2023 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 10 mai 2023 fixant pour l'année 2023 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1o, 3o, 5o, 6o, 8o de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie n°2022-3397 portant modification de la décision ARS Occitanie n°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Cahors,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 460780216

EG FINESS : 460000110

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Cahors est fixé pour l'année 2023, aux articles 2 à 8 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe : **145 356 €**

pour le forfait annuel relatif aux activités isolées : **488 397 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO : **576 012 €**

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR : **3 233 €**

Article 4 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **4 081 027 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **5 614 178,20 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **2 194 020,74 €**

- Aides à la contractualisation : **3 420 157,46 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à **2 464,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**

- Aides à la contractualisation : **2 464,00 €**

Article 7 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **1 141 856,70 €**

Article 8 :

Le montant des ressources d'assurance maladie afférents aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit:

au titre des activités de soins de longue durée : **2 476 705,86 €**

Article 9 :

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **4 390 651 €** (hors crédits non reconductibles), soit **365 888 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **2 464,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **205,33 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **4 081 027 €**, soit **340 086 €**

Base de calcul pour l'acompte des activités de soins de suite et réadaptation égal à un douzième de la DAF SSR **1 131 229,70 €** (hors crédits non reconductibles), soit **94 269,14 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **2 476 705,86 €** (hors crédits non reconductibles), soit **206 392,16 €**

Base de calcul pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe (CPO) égal à un douzième de **145 356 €** soit **12 113 €**

Base de calcul pour le forfait annuel relatif aux activités isolées (FAI) égal à un douzième de **488 397 €** soit **40 700 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO égal à un douzième de **576 012 €** soit **48 001 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR égal à un douzième de **3 233 €** soit **269 €**

Article 10 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Cahors et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 11 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 12 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, la Directrice de la Délégation Départementale du Lot et le Représentant du Centre Hospitalier Cahors sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 7 juin 2023

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2023-06-07-00108

ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2701 portant fixation des dotations MIGAC Mission d'Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier GRAMAT

ARRETE ARS OCCITANIE / 2023 - 2701

portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier de Gramat

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1 et R. 162-32-3 ; notamment son article L. 162-22-8-2 ; L.162-22-8 et L. 162-22-8-1 ; L. 162-22-6-2 ; L. 162-23-15 ; R.162-31 à R.162-31-7 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

Vu le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret n° 2022-1775 du 31 décembre 2022 modifiant certaines dispositions relatives au financement des établissements de santé,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 21 avril 2021 modifiant l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 26 avril 2023 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 10 mai 2023 fixant pour l'année 2023 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1o, 3o, 5o, 6o, 8o de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie n°2022-3397 portant modification de la décision ARS Occitanie n°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier de Gramat,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 460780430

EG FINESS : 460000227

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier de Gramat est fixé pour l'année 2023, aux articles 2 à 3 :

Article 2 :

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO : **7 124 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **173 880,85 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **173 880,85 €**

Article 4 :

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **168 806 €** (hors crédits non reconductibles), soit **14 067 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO égal à un douzième de **7 124 €** soit **594 €**

Article 5 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier de Gramat et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 6 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, la Directrice de la Délégation Départementale du Lot et le Représentant du Centre Hospitalier de Gramat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 7 juin 2023

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2023-06-07-00109

ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2702 portant fixation des dotations MIGAC Mission d'Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Spécialisé LEYME

ARRETE ARS OCCITANIE / 2023 - 2702

portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Spécialisé de Leyme

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1 et R. 162-32-3 ; notamment son article L. 162-22-8-2 ; L.162-22-8 et L. 162-22-8-1 ; L. 162-22-6-2 ; L. 162-23-15 ; R.162-31 à R.162-31-7 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

Vu le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret n° 2022-1775 du 31 décembre 2022 modifiant certaines dispositions relatives au financement des établissements de santé,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 21 avril 2021 modifiant l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 26 avril 2023 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 10 mai 2023 fixant pour l'année 2023 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1o, 3o, 5o, 6o, 8o de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie n°2022-3397 portant modification de la décision ARS Occitanie n°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Spécialisé de Leyme,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 460785090
EG FINESS : 460780554

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Spécialisé de Leyme est fixé pour l'année 2023, aux articles 2 à 5 :

Article 2 :

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR : **26 264 €**

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ PSY : **448 999 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à **40 465,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **22 298,00 €**

- Aides à la contractualisation : **18 167,00 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **1 980 341,92 €**

Article 5 :

Le montant des dotations relatives au financement des activités de psychiatrie mentionnées à l'article R.162-31-5, au II de l'article R. 162-31-3, au I de l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2023 est fixé comme suit :

Dotation populationnelle PSY : **35 560 517,00 €**

Dotation accompagnement à la transformation PSY : **372 816,00 €**

Dotation qualité du codage annuel prévisionnel PSY au titre de l'année 2023 : **102 647,27 €**

Dotation File Active annuel prévisionnel initial PSY au titre de l'année 2023 : **5 066 333,00 €**

Article 6 :

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **40 465,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **3 372,08 €**

Base de calcul pour l'acompte des activités de soins de suite et réadaptation égal à un douzième de la DAF SSR **1 948 458,92 €** (hors crédits non reconductibles), soit **162 371,58 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle PSY égal à un douzième de **35 560 517 €** soit **2 963 376 €**

Base de calcul pour la dotation accompagnement à la transformation PSY égal à un douzième de **372 816 €** soit **31 068 €**

Base de calcul pour la dotation annuelle pour la file active PSY égal à un douzième de **5 066 333 €** soit **422 194 €**

Base de calcul pour la dotation annuelle pour la qualité du codage PSY égal à un douzième de **102 647 €** soit **8 554 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ PSY égal à un douzième de **448 999 €** soit **37 417 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR égal à un douzième de **26 264 €** soit **2 189 €**

Article 7 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Spécialisé de Leyme et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 8 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie et la Directrice de la Délégation Départementale du Lot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 7 juin 2023

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2023-06-07-00110

ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2703 portant fixation des dotations MIGAC Mission d'Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 de la Maison de repos des Tilleuls

ARRETE ARS OCCITANIE / 2023 - 2703

portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 de la Maison de Repos les Tilleuls

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1 et R. 162-32-3 ; notamment son article L. 162-22-8-2 ; L.162-22-8 et L. 162-22-8-1 ; L. 162-22-6-2 ; L. 162-23-15 ; R.162-31 à R.162-31-7 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

Vu le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret n° 2022-1775 du 31 décembre 2022 modifiant certaines dispositions relatives au financement des établissements de santé,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 21 avril 2021 modifiant l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 26 avril 2023 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 10 mai 2023 fixant pour l'année 2023 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1o, 3o, 5o, 6o, 8o de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie n°2022-3397 portant modification de la décision ARS Occitanie n°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et la Maison de Repos les Tilleuls,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 480001635
EG FINESS : 480780287

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la Maison de Repos les Tilleuls est fixé pour l'année 2023, aux articles 2 à 4 :

Article 2 :

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR : **21 523 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à **10 534,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **10 534,00 €**

Article 4 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **1 845 756,15 €**

Article 5 :

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **10 534,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **877,83 €**

Base de calcul pour l'acompte des activités de soins de suite et réadaptation égal à un douzième de la DAF SSR **1 740 445,15 €** (hors crédits non reconductibles), soit **145 037,10 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR égal à un douzième de **21 523 €** soit **1 794 €**

Article 6 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre la Maison de Repos les Tilleuls et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 7 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie et le Directeur de la Délégation Départementale de la Lozère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 7 juin 2023

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2023-06-07-00111

ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2704 portant fixation des dotations MIGAC Mission d'Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du centre hospitalier de MENDE

ARRETE ARS OCCITANIE / 2023 - 2704

portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier Mende

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1 et R. 162-32-3 ; notamment son article L. 162-22-8-2 ; L.162-22-8 et L. 162-22-8-1 ; L. 162-22-6-2 ; L. 162-23-15 ; R.162-31 à R.162-31-7 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

Vu le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret n° 2022-1775 du 31 décembre 2022 modifiant certaines dispositions relatives au financement des établissements de santé,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 21 avril 2021 modifiant l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 26 avril 2023 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 10 mai 2023 fixant pour l'année 2023 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1o, 3o, 5o, 6o, 8o de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie n°2022-3397 portant modification de la décision ARS Occitanie n°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier Mende,

Vu la convention tripartite signée,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 480780097

EG FINESS : 480000017

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier Mende est fixé pour l'année 2023, aux articles 2 à 8 :

Article 2 :

Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 et à l'article L.162-22-8-1 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour le forfait annuel relatif aux activités isolées : **976 793 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO : **220 048 €**

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR : **16 740 €**

Article 4 :

Le montant des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées mentionnées à l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

Dotation populationnelle urgences : **3 251 852 €**

Article 5 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **3 674 736,43 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **1 993 686,80 €**
- Aides à la contractualisation : **1 681 049,63 €**

Article 6 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Soins de Suite et Réadaptation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale est fixé à **28 038,00 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **22 298,00 €**
- Aides à la contractualisation : **5 740,00 €**

Article 7 :

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

au titre des activités de Soins de Suite et Réadaptation : **2 286 801,66 €**

Article 8 :

Le montant des ressources d'assurance maladie afférents aux soins dispensés dans les unités ou centres de longs séjours mentionnées à l'article L.174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme de forfait global de soins est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit:

au titre des activités de soins de longue durée : **1 199 301,92 €**

Article 9 :

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **2 951 669 €** (hors crédits non reconductibles), soit **245 972 €**

Base de calcul pour les dotations MIGAC SSR égal à un douzième de **28 038,00 €** (hors crédits non reconductibles), soit **2 336,50 €**

Base de calcul pour la dotation populationnelle urgences égal à un douzième de **3 251 852 €**, soit **270 988 €**

Base de calcul pour l'acompte des activités de soins de suite et réadaptation égal à un douzième de la DAF SSR **2 247 206,66 €** (hors crédits non reconductibles), soit **187 267,22 €**

Base de calcul pour la dotation USLD égal à un douzième de **1 199 301,92 €** (hors crédits non reconductibles), soit **99 941,83 €**

Base de calcul pour le forfait annuel relatif aux activités isolées (FAI) égal à un douzième de **976 793 €** soit **81 399 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO égal à un douzième de **220 048 €** soit **18 337 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ SSR égal à un douzième de **16 740 €** soit **1 395 €**

Article 10 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier Mende et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 11 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 12 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de la Lozère et le Représentant du Centre Hospitalier Mende sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 7 juin 2023

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

Agence Régionale de Santé Occitanie

R76-2023-06-07-00112

ARRÊTÉ ARS OCCITANIE 2023 - 2705 portant fixation des dotations MIGAC Mission d'Intérêt Général et Aides à la Contractualisation, DAF Dotation Annuelle de Fonctionnement, du forfait global de soins USLD Unité de Soins de Longue Durée, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du centre hospitalier SAINT CHELY D'APCHER

ARRETE ARS OCCITANIE / 2023 - 2705

portant fixation des dotations MIGAC, DAF, du forfait global de soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels et des dotations relatives au financement de la psychiatrie au titre de l'année 2023 du Centre Hospitalier de Saint Chély d'Apcher

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
OCCITANIE**

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 174-1 et R. 162-32-3 ; notamment son article L. 162-22-8-2 ; L.162-22-8 et L. 162-22-8-1 ; L. 162-22-6-2 ; L. 162-23-15 ; R.162-31 à R.162-31-7 ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016, notamment son article 78 modifié,

Vu la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44,

Vu le décret N°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé notamment son article 9,

Vu le décret N°2021-1255 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie,

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de Monsieur Didier JAFFRE, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, à compter du 20 avril 2022,

Vu le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu le décret n° 2022-1775 du 31 décembre 2022 modifiant certaines dispositions relatives au financement des établissements de santé,

Vu l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 12 décembre 2018 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 21 avril 2021 modifiant l'arrêté du 17 avril 2018 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé dans le cadre des dispositions transitoires de mise en œuvre de la réforme des soins de suite et de réadaptation par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 1er mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation,

Vu l'arrêté 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 28 mars 2023 portant détermination pour 2023 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-33-7 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 30 mars 2023 relatif aux dotations relatives à la file active et à la qualité du codage mentionnées à l'article R. 162-31-3 du code de la sécurité sociale dans le champ des activités de psychiatrie,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux 1o à 3o du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2o du E du III de l'article 78 modifié de la loi no 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L. 162-23-5 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-6 du même code,

Vu l'arrêté du 11 avril 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires associés aux prestations mentionnées à l'article L. 162-23-1 et le tarif de responsabilité mentionné à l'article R. 162-25 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d et e de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 portant modification de la liste des établissements éligibles au financement des activités de soins répondant à des critères d'isolement géographique,

Vu l'arrêté du 26 avril 2023 fixant la liste des structures, des programmes, des actions, des actes et des produits financés au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles D. 162-6 et D. 162-7 du code de la sécurité sociale ainsi que la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8,

Vu l'arrêté du 10 mai 2023 fixant pour l'année 2023 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, les dotations urgences, les dotations relatives à la psychiatrie mentionnées aux 1o, 3o, 5o, 6o, 8o de l'article R. 162-31-1 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code,

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général,

Vu la décision ARS Occitanie N°2019-691 du 22 mars 2019 portant nomination de Monsieur Bertrand PRUDHOMMEAUX, en qualité de Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie,

Vu la décision ARS Occitanie n°2022-3397 portant modification de la décision ARS Occitanie n°2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier de Saint Chély d'Apcher,

Considérant le rapport d'orientation budgétaire 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

ARRETE

EJ FINESS : 480780121
EG FINESS : 480000033

Article 1 :

Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du Centre Hospitalier de Saint Chély d'Apcher est fixé pour l'année 2023, aux articles 2 à 3 :

Article 2 :

Le montant de la dotation financière à l'amélioration de la qualité est fixé, au titre de l'année 2023, comme suit :

pour la dotation financière à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO : **12 838 €**

Article 3 :

Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour les activités de Médecine Chirurgie Obstétrique et Odontologie mentionnée à l'article L. 162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **237 635,58 €** dont :

- Missions d'intérêt général : **0,00 €**
- Aides à la contractualisation : **237 635,58 €**

Article 4 :

A compter du 1er janvier 2024, dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2024, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour les dotations MIGAC MCO égal à un douzième de **177 240 €** (hors crédits non reconductibles), soit **14 770 €**

Base de calcul pour la dotation à l'amélioration de la qualité sur le champ MCO égal à un douzième de **12 838 €** soit **1 070 €**

Article 5 :

Les conditions d'exécution et les objectifs des dotations visées ci-dessus sont définis dans le cadre du contrat pluriannuel conclu entre le Centre Hospitalier de Saint Chély d'Apcher et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

Le versement des dotations citées aux articles ci-dessus est effectué par la Caisse Pivot de l'établissement.

Article 6 :

Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale dans un délai franc d'un mois, conformément à l'article R 351-15 du code de l'Action sociale et des Familles, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Le Directeur de l'Offre de Soins et de l'Autonomie, le Directeur de la Délégation Départementale de la Lozère et le Représentant du Centre Hospitalier de Saint Chély d'Apcher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région et notifié pour mise en œuvre, aux caisses prestataires.

Montpellier, le 7 juin 2023

Pour le Directeur Général
Et par délégation
Le Directeur de l'Offre de Soins
et de l'Autonomie



Bertrand PRUDHOMMEAUX

ARS OCCITANIE

R76-2023-05-22-00009

Arrêté cession partielle des places d'EHPAD
Korian La Pompignane à Montpellier et de
l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel.pdf

**Arrêté portant cession partielle de places de l'EHPAD « Korian La Pompignane »
situé à Montpellier et de l'EHPAD « Korian Les Meunières » situé à Lunel
au profit de la SARL Korian Les Gardioles, puis regroupement des capacités au
sein de l'EHPAD « Korian Les Gardioles » à Saint-Gely-du-Fesc**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,
Le Président du Conseil départemental de l'Hérault,**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** l'Arrêté conjoint en date du 21 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier géré par la SAS MEDOTELS ;
- Vu** l'Arrêté conjoint en date du 24 novembre 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD Korian Les Gardioles à Saint-Gely du Fesc géré par la SAS Medience ;
- Vu** l'Arrêté conjoint en date du 26 janvier 2018 portant renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel géré par la SAS Meunières ;
- Vu** le Décret du 20 avril 2022 portant nomination de M. Didier JAFFRE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la Décision n° 2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision n°2022-3397 du 22 juillet 2022 portant modification de la décision n°2022-1843 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

- Vu** le procès-verbal de décision en date du 24 janvier 2022 de la SARL Maison de Retraite Les Gardioles approuvant l'autorisation d'extension de capacité de l'EHPAD Korian Les Gardioles (+21 lits) par transfert de capacité de lits des EHPAD Korian La Pompignane (-10 lits) et Korian Les Meunières (-11 lits) au bénéfice de l'EHPAD Korian Les Gardioles ;
- Vu** le procès-verbal en date du 24 janvier 2022 de la SAS MEDOTELS approuvant l'autorisation de transfert des lits de l'EHPAD Korian La Pompignane (-10 lits) au bénéfice de l'EHPAD Korian Les Gardioles ;
- Vu** le procès-verbal en date du 24 janvier 2022 de la SAS Meunière approuvant l'autorisation de transfert des lits de l'EHPAD Korian Les Meunières (- 11 lits) au bénéfice de l'EHPAD Korian Les Gardioles ;
- Vu** la demande de transfert de 31 places entre l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel vers l'EHPAD Les Gardioles St-Gély du Fesc en date du 5 avril 2021 déposée par Monsieur Nicolas MERIGOT, Directeur Général France Santé du Groupe KORIAN ;
- Vu** le courrier conjoint ARS-Conseil départemental de l'Hérault en date du 24 août 2021 proposant un rééquilibrage de l'offre à hauteur de 21 places d'hébergement permanent supplémentaires sur l'EHPAD La Gardioles à St-Gély le Fesc par transfert de 11 places de l'EHPAD Les Meunières à Lunel et 10 places de l'EHPAD La Pompignane à Montpellier ;
- Vu** le courrier conjoint ARS-Conseil départemental de l'Hérault en date du 12 avril 2022 validant un rééquilibrage de l'offre à hauteur de 21 places d'hébergement permanent supplémentaires sur l'EHPAD La Gardioles à St-Gély le Fesc par transfert de 11 places de l'EHPAD Les Meunières à Lunel et 10 places de l'EHPAD La Pompignane à Montpellier ;
- Vu** le courrier de Monsieur Nicolas MERIGOT, Directeur Général France Santé du Groupe KORIAN en date du 5 septembre 2022 acceptant la proposition de restructuration de l'offre et de relocalisation de 21 places entre l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel vers l'EHPAD Les Gardioles St-Gély du Fesc ;

CONSIDERANT les précisions apportées par le gestionnaire concernant la société détentrice de l'autorisation, à savoir que la société MEDIENCE était l'associée de la SARL MAISON DE RETRAITE LES GARDIOLES et qu'elle a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine en 2011 au bénéfice de MEDICA France qui est aujourd'hui l'associée unique de la société SARL MAISON DE RETRAITE LES GARDIOLES ;

CONSIDERANT que l'entité juridique à laquelle est cédée une partie de l'autorisation remplit les conditions pour gérer l'établissement dans le respect de l'autorisation préexistante et présente des garanties morales, techniques et financières permettant la continuité de prise en charge des personnes accompagnées par ce service ;

CONSIDERANT que le dossier de demande satisfait aux modalités de la cession prévues à l'article D.313-10-8 du CASF ;

CONSIDERANT cette augmentation capacitaire s'inscrit dans le cadre d'une restructuration de l'offre médico-sociale sur le territoire et participe à l'amélioration des conditions d'accompagnement des personnes âgées ;

CONSIDERANT que cette cession d'autorisation ne relève pas de la procédure d'appel à projets telle que définie par le code de l'action sociale et des familles ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur général des services départementaux de l'Hérault ;

ARRETENT

Article 1 :

L'augmentation de capacité de 21 places d'hébergement permanent de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), l'EHPAD Korian Les Gardioles est acceptée à compter de la date de signature du présent arrêté. Cette augmentation de capacité de places d'hébergement permanent ne sera effective qu'au terme de la reconstruction de l'EHPAD Les Gardioles et de la mise en fonctionnement de ce nouvel EHPAD.

Article 2 :

La capacité autorisée de l'EHPAD Korian Les Gardioles est augmentée de 59 à 80 lits/places d'hébergement permanent.

L'EHPAD n'est pas autorisé à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 :

Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire : SARL Maison de retraite les Gardioles

N° FINESS EJ : 340018027

Adresse : Rue de Devois, 34 980 Saint-Gély-du-Fesc

N° SIREN : 349123505

Identification de l'établissement : EHPAD Korian Les Gardioles

N° FINESS ET : 340787480

Adresse : 455 rue du Devois, 34 980 Saint-Gély-du-Fesc

N° SIRET : 34912350500035

Code catégorie établissement : 500 – Etablissement d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|------------------------------|-----------|-----------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 80 |

Article 4 :

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du CASF dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 5 :

En application des articles L313-1 et D.313-7-2 du CASF, cette autorisation est réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de 4 ans suivant la notification de la présente décision.

Article 6 :

Conformément à l'article L.313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 7 :

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du CASF dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 8 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Le Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Directeur général adjoint solidarités départementales de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Département de l'Hérault.

Montpellier, le 22/05/2023

Le Directeur général
de l'ARS Occitanie



Didier JAFFRE

Le Président du Conseil départemental
de l'Hérault



Kléber MESQUIDA

ARS OCCITANIE

R76-2023-06-23-00003

Arrêté conjoint modificatif EHPAD Les Jardins
d'Adoyra Creissan

**ARRETE CONJOINT PORTANT MODIFICATION DE LA REPARTITION DES PLACES DE
L'ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD)
« LES JARDINS D'ADOYRA » A CREISSAN GERE PAR LE CCAS DE CREISSAN**

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Occitanie,
Le Président du Conseil départemental de l'Hérault,**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n° 2015-1176 du 28 décembre 2015 sur l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** le Décret du 20 avril 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie - M. JAFFRE (Didier) ;
- Vu** l'arrêté conjoint en date du 22 avril 2022 portant renouvellement de l'autorisation à compter du 1^{er} septembre 2021 de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Les Jardins d'Adoyra » à Creissan détenu par le CCAS de Creissan ;
- Vu** la Décision ARS OCCITANIE n°2022-1843 en date du 20 avril 2022 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la Décision n°2022-3397 du 22 juillet 2022 portant modification de la décision n°2022-1843 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la convention tripartite en date du 31 janvier 2015 ;
- Vu** la demande en date du 23 mars 2023 de Mme ALVES, directrice de l'établissement les Jardins d'Adoyra ;

CONSIDERANT que cette demande ne relève pas de la procédure d'appel à projets ;

CONSIDERANT que le présent arrêté vient régulariser une unité de vie protégée existante de 12 places dans le cadre des négociations du CPOM ;

CONSIDERANT que tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

CONSIDERANT que ce changement n'a d'impact ni sur la réponse aux besoins fixés, ni sur la dotation mentionnée aux articles L314-3 et L314-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la délégation départementale de l'Hérault pour l'Agence régionale de santé Occitanie et du Directeur général des services du Département de l'Hérault ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La création d'une unité protégée de 12 places pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées est acceptée.

Article 2 : La capacité totale autorisée de l'établissement demeure inchangée, soit 60 lits/places réparti(e)s de la façon suivante :

- 53 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes, dont 12 places pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées,
- 1 place d'hébergement temporaire pour personnes âgées dépendantes,
- 6 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées,

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement sont modifiées et répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire : CCAS DE CREISSAN

N° FINESS EJ : 340016682

Adresse du gestionnaire : 7 bd de la République – 34 370 CREISSAN

Identification de l'établissement : EHPAD Les Jardins d'Adoyra

N° FINESS : 340016690

Adresse de l'établissement : 1 bis Avenue du Stade – 34 370 CREISSAN

Code catégorie établissement : 500 – Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.)

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|---|-----------|---|------------------------|------------------------------|-----------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 41 |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 11 | Hébergement complet internat | 12 |
| 657 | Accueil temporaire pour personnes âgées | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 21 | Accueil de jour | 6 |

| | | | | | | |
|-----|---|-----|-----------------------------|----|------------------------------|---|
| 657 | Accueil temporaire pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 1 |
|-----|---|-----|-----------------------------|----|------------------------------|---|

Article 4 : Cette autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 5 : Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal administratif compétent dans le délai franc de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Le Directeur de la délégation départementale de l'Hérault pour l'Agence régionale de santé Occitanie et le Directeur général des services du Département de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Conseil départemental de l'Hérault.

A Montpellier,

Fait, le 23/06/2023

Le Directeur général de l'Agence
Régionale de Santé Occitanie



Didier JAFFRE

Le Président du Conseil départemental
De l'Hérault



Kléber MESQUIDA

ARS OCCITANIE

R76-2023-05-22-00011

Arrêté réduction capacité EHPAD Korian La
Pompignane à Montpellier.pdf

Arrêté portant réduction de capacité de l’Etablissement d’Hébergement pour Personnes Agées dépendantes (EHPAD) « KORIAN La Pompignane » à Montpellier par cession de 10 places d’hébergement permanent de la SAS Medotels au profit de l’EHPAD Korian Les Gardioles géré par la SAS Medience, sociétés appartenant au groupe KORIAN

**Le Directeur Général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie,
Le Président du Conseil départemental de l’Hérault,**

- Vu** le Code de l’Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l’hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l’adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** l’Arrêté conjoint en date du 21 juillet 2017 portant renouvellement de l’autorisation de l’EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier géré par la SAS MEDOTELS ;
- Vu** l’Arrêté en date du 24 novembre 2017 portant renouvellement de l’autorisation de l’EHPAD Korian Les Gardioles à St-Gély du Fesc géré par la SAS Medience ;
- Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de M. Didier JAFFRE en qualité de Directeur Général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision n° 2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision n°2022-3397 du 22 juillet 2022 portant modification de la décision n°2022-1843 portant délégation de signature du directeur général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** le procès-verbal de décision en date du 24 janvier 2022 de la SARL Maison de Retraite Les Gardioles approuvant l’autorisation d’extension de capacité de l’EHPAD Korian Les Gardioles (+21 lits) par transfert de capacité de lits des EHPAD Korian La Pompignane (-10 lits) et Korian Les Meunières (-11 lits) au bénéfice de l’EHPAD Korian Les Gardioles ;
- Vu** le procès-verbal en date du 24 janvier 2022 de la SAS MEDOTELS approuvant l’autorisation de transfert des lits de l’EHPAD Korian La Pompignane (-10 lits) au bénéfice de l’EHPAD Korian Les Gardioles ;

- Vu** le procès-verbal en date du 24 janvier 2022 de la SAS Accueil Meunière approuvant l'autorisation de transfert des lits de l'EHPAD Korian Les Meunières (- 11 lits) au bénéfice de l'EHPAD Korian Les Gardioles ;
- Vu** la demande de transfert de 31 places entre l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel vers l'EHPAD Les Gardioles à St-Gély du Fesc en date du 5 avril 2021 déposée par Monsieur Nicolas MERIGOT, Directeur Général France Santé du Groupe KORIAN ;
- Vu** le courrier conjoint ARS-Conseil départemental de l'Hérault en date du 24 août 2021 proposant un rééquilibrage de l'offre à hauteur de 21 places d'hébergement permanent supplémentaires sur l'EHPAD La Gardioles à St-Gély le Fesc par transfert de 11 places de l'EHPAD Les Meunières à Lunel et 10 places de l'EHPAD La Pompignane à Montpellier ;
- Vu** le courrier conjoint ARS-Conseil départemental de l'Hérault en date du 12 avril 2022 validant un rééquilibrage de l'offre à hauteur de 21 places d'hébergement permanent supplémentaires sur l'EHPAD Les Gardioles à St-Gély le Fesc par transfert de 11 places de l'EHPAD Les Meunières à Lunel et 10 places de l'EHPAD La Pompignane à Montpellier ;
- Vu** le courrier de Monsieur Nicolas MERIGOT, Directeur Général France Santé du Groupe KORIAN en date du 5 septembre 2022 acceptant l'offre de restructuration de l'offre et de relocalisation de 21 places entre l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel vers l'EHPAD Les Gardioles à St-Gély du Fesc ;

CONSIDERANT que le dossier de demande satisfait aux modalités de la cession prévues à l'article D.313-10-8 du CASF ;

CONSIDERANT cette réduction capacitaire s'inscrit dans le cadre d'une restructuration de l'offre médico-sociale sur le territoire et participe à l'amélioration des conditions d'accompagnement des personnes âgées ;

CONSIDERANT que cette cession d'autorisation ne relève pas de la procédure d'appel à projets telle que définie par le code de l'action sociale et des familles ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur général des services départementaux de l'Hérault ;

ARRETEMENT

Article 1 :

La diminution de capacité de 10 places d'hébergement permanent de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Korian La Pompignane est acceptée à compter de la date de signature du présent arrêté. Cette diminution de capacité de places d'hébergement permanent de l'EHPAD La Pompignane vers l'EHPAD Les Gardioles ne sera effective qu'au terme de la reconstruction de l'EHPAD Les Gardioles et de la mise en fonctionnement de ce nouvel EHPAD.

Article 2 :

La capacité autorisée de l'EHPAD La Pompignane est réduite de 130 à 120 lits/places d'hébergement permanent.

L'EHPAD n'est pas autorisé à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 :

Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire : SAS MEDOTELS

N° FINESS EJ : 25 001 565 8

Adresse : Zone Industrielle, 25870 DEVECEY

SIREN : 42121627600087

Identification de l'établissement : EHPAD Korian La Pompignane

N° FINESS ET : 34 078 652 4

Adresse : 662 avenue de la Pompignane – 34 000 Montpellier

SIRET : 421216276

Code catégorie établissement : 500 – Etablissement d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|------------------------------|-----------|-----------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 120 |

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Le Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Directeur général adjoint solidarités départementales de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Département de l'Hérault.

A Montpellier, le 22/05/2023

Le Directeur général
de l'ARS Occitanie



Didier JAFFRE

Le Président du Conseil départemental
de l'Hérault



Kléber MESQUIDA

ARS OCCITANIE

R76-2023-05-22-00010

Arrêté réduction capacité EHPAD Korian les
Meunières à Lunel.pdf

Arrêté portant réduction de capacité de l’Etablissement d’Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « KORIAN LES MEUNIERES » à LUNEL par cession de 11 places d’hébergement permanent de la SAS Meunières au profit de l’EHPAD Korian Les Gardioles géré par la SAS Medience, sociétés appartenant au groupe KORIAN

**Le Directeur Général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie,
Le Président du Conseil départemental de l’Hérault,**

- Vu** le Code de l’Action Sociale et des Familles ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l’hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l’adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** l’Arrêté conjoint en date du 24 novembre 2017 portant renouvellement de l’autorisation de l’EHPAD Korian Les Gardioles à St-Gély du Fesc géré par la SAS Medience ;
- Vu** l’Arrêté conjoint en date du 26 janvier 2018 portant renouvellement de l’autorisation de l’EHPAD Korian Les Meunières à Lunel géré par la SAS Meunières ;
- Vu** le décret du 20 avril 2022 portant nomination de M. Didier JAFFRE en qualité de Directeur Général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision n° 2022-1843 du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur Général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la décision n°2022-3397 du 22 juillet 2022 portant modification de la décision n°2022-1843 portant délégation de signature du directeur général de l’Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** le procès-verbal de décision en date du 24 janvier 2022 de la SARL Maison de Retraite Les Gardioles approuvant l’autorisation d’extension de capacité de l’EHPAD Korian Les Gardioles (+31 lits) par transfert de capacité de lits des EHPAD Korian La Pompignane (-10 lits) et Korian Les Meunières (-21 lits) au bénéfice de l’EHPAD Korian Les Gardioles ;
- Vu** le procès-verbal en date du 24 janvier 2022 de la SAS Meunière approuvant l’autorisation de transfert des lits de l’EHPAD Korian Les Meunières (- 11 lits) au bénéfice de l’EHPAD Korian Les Gardioles ;

- Vu** le procès-verbal en date du 24 janvier 2022 de la SAS Medotels approuvant le transfert de capacité de 10 lits autorisés de l'EHPAD Korian La Pompignane au bénéfice de l'EHPAD Korian Les Gardioles, exploité par la Société Maison de retraite Les Gardioles ;
- Vu** la demande de transfert de 31 places entre l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel vers l'EHPAD Les Gardioles St-Gély du Fesc en date du 5 avril 2021 déposée par Monsieur Nicolas MERIGOT, Directeur Général France Santé du Groupe KORIAN ;
- Vu** le courrier conjoint ARS-Conseil départemental de l'Hérault en date du 24 août 2021 proposant un rééquilibrage de l'offre à hauteur de 21 places d'hébergement permanent supplémentaires sur l'EHPAD La Gardioles à St-Gély le Fesc par transfert de 11 places de l'EHPAD Les Meunières à Lunel et 10 places de l'EHPAD La Pompignane à Montpellier ;
- Vu** le courrier conjoint ARS-Conseil départemental de l'Hérault en date du 12 avril 2022 validant un rééquilibrage de l'offre à hauteur de 21 places d'hébergement permanent supplémentaires sur l'EHPAD La Gardioles à St-Gély le Fesc par transfert de 11 places de l'EHPAD Les Meunières à Lunel et 10 places de l'EHPAD La Pompignane à Montpellier ;
- Vu** le courrier de Monsieur Nicolas MERIGOT, Directeur Général France Santé du Groupe KORIAN en date du 5 septembre 2022 acceptant l'offre de restructuration de l'offre et de relocalisation de 21 places entre l'EHPAD Korian La Pompignane à Montpellier et l'EHPAD Korian Les Meunières à Lunel vers l'EHPAD Les Gardioles St-Gély du Fesc ;

CONSIDERANT que le dossier de demande satisfait aux modalités de la cession prévue à l'article D.313-10-8 du CASF ;

CONSIDERANT que cette réduction capacitaire s'inscrit dans le cadre d'une restructuration de l'offre médico-sociale sur le territoire et participe à l'amélioration des conditions d'accompagnement des personnes âgées ;

CONSIDERANT que cette cession d'autorisation ne relève pas de la procédure d'appel à projets telle que définie par le code de l'action sociale et des familles ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur général des services départementaux de l'Hérault ;

ARRESENT

Article 1 :

La diminution de capacité de 11 places d'hébergement permanent de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Korian Les Meunières est acceptée à compter de la date de signature du présent arrêté.

Cette diminution de capacité de places d'hébergement permanent de l'EHPAD Les Meunières vers l'EHPAD Les Gardioles ne sera effective qu'au terme de la reconstruction de l'EHPAD Les Gardioles et de la mise en fonctionnement de ce nouvel EHPAD.

Article 2 :

La capacité autorisée de l'EHPAD Korian les Meunières est réduite de 103 à 92 lits/places d'hébergement permanent.

L'EHPAD n'est pas autorisé à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 :

Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire : SAS Accueil Meunières

N° FINESS EJ : 25 001 874 4

Adresse : Zone Industrielle, 25870 DEVECEY

N° SIREN : 403200066

Identification de l'établissement : EHPAD Korian les Meunières

N° FINESS ET : 34 078 757 1

Adresse : Place Denfert Rochereau – 34 400 LUNEL

N° SIRET : 40320006600013

Code catégorie établissement : 500 – Etablissement d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|------------------------------|-----------|-----------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 92 |

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Le Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et le Directeur général adjoint solidarités départementales de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Département de l'Hérault.

A Montpellier, le 22/05/2023,

Le Directeur général
de l'ARS Occitanie



Didier JAFFRE

Le Président du Conseil départemental
de l'Hérault



Kléber MESQUIDA

ARS OCCITANIE

R76-2023-07-26-00012

Arrêté renouvellement autorisation EHPAD La
Maison ensoleillée à Abeilhan.pdf

**ARRETE CONJOINT PORTANT RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION DE
L'ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES
DEPENDANTES (EHPAD) « LA MAISON ENSOLEILLEE » A ABEILHAN GERE
PAR L'EURL MAISON ENSOLEILLEE D'ABEILHAN**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,
Le Président du Conseil Départemental de l'Hérault,**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 313-5 ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu** la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu** la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- Vu** la Loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ;
- Vu** le Décret n°2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;
- Vu** le Décret du 20 avril 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie - M. JAFFRE (Didier) ;
- Vu** le Décret n° 2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu** l'arrêté du Président du Conseil Général de l'Hérault du 24 mars 2005 autorisant la création d'un établissement de 65 lits et places sur la commune d'Abeilhan ;
- Vu** l'arrêté Préfectoral du 4 juin 2008 autorisant la création d'un établissement de 65 lits et places sur la commune d'Abeilhan ;
- Vu** l'arrêté conjoint du président du conseil départemental de l'Hérault et du directeur général de l'ARS Occitanie en date du 28 décembre 2011 portant extension de capacité d'une place d'accueil de jour de l'EHPAD La Maison Ensoleillée à Abeilhan, géré par l'EURL « La Maison Ensoleillée d'Abeilhan » ;
- Vu** l'arrêté conjoint du 1^{er} octobre 2022 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, programmant l'évaluation externe de l'EHPAD La Maison Ensoleillée en 2027

- Vu** la lettre interministérielle en date du 25 mai 2021 par laquelle le Gouvernement signifie aux Président(e)s et Directeur(ice)s des fédérations gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, aux Président(e)s et Directeur(ice)s d'établissements et services sociaux et médico-sociaux la prolongation du moratoire prévue jusqu'au 31 décembre 2021, soit sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- Vu** la Décision ARS OCCITANIE n°2022-1843 en date du 20 avril 2022 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;
- Vu** la Décision n°2022-3397 du 22 juillet 2022 portant modification de la décision n°2022-1843 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie ;

CONSIDERANT que le rapport d'évaluation externe a été réceptionné le 31 décembre 2020 ;

CONSIDERANT que les résultats de l'instruction de ce rapport d'évaluation externe et les recommandations ou observations formulées par le courrier du 24 mai 2022 sont de nature à fonder le renouvellement de l'autorisation ;

CONSIDERANT que les prochaines évaluations seront soumises au nouveau référentiel et outils d'évaluation publiés par la Haute Autorité de Santé (HAS) en date du 10 mars 2022 ;

SUR PROPOSITION du Directeur de la Délégation Départementale de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie et du Directeur Général des Services départementaux ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'autorisation accordée à l'EHPAD La Maison Ensoleillée à Abeilhan géré par l'EURL Maison Ensoleillée d'Abeilhan a été renouvelée par tacite reconduction à compter du 4 janvier 2023 pour une durée de 15 ans soit jusqu'au 4 janvier 2038.

Article 2 : La capacité totale de l'établissement est de 58 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour.

Article 3 : Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées au fichier FINESS comme suit :

Identification du gestionnaire : EURL La Maison Ensoleillée d'Abeilhan

N° FINESS EJ : 340017169

Adresse : 3, rue Marcel Pagnol 34290 ABEILHAN

N° SIRET: 495 013 930

Identification de l'établissement principal : EHPAD La Maison Ensoleillée

N° FINESS ET : 340017177

Adresse : 3, rue Marcel Pagnol 34290 ABEILHAN

N° SIRET : 49501393000013

Code catégorie établissement : 500 Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D.)

| Discipline | | Clientèle | | Mode de fonctionnement | | Capacité totale |
|------------|------------------------------|-----------|-----------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------|
| code | libellé | code | libellé | code | libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 48 |

| | | | | | | |
|-----|---|-----|---|----|------------------------------|----|
| 657 | Accueil temporaire pour personnes âgées | 711 | Personnes âgées dépendantes | 11 | Hébergement complet internat | 2 |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 11 | Hébergement complet internat | 10 |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 21 | Accueil de jour | 6 |

Article 4 : L'Établissement n'est pas habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 5 : Le renouvellement de l'autorisation sera examiné au vu des résultats des évaluations réglementaires.

Article 6 : Conformément à l'article L313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Le Directeur départemental de l'Hérault pour l'Agence Régionale de Santé Occitanie, le Directeur Général des Services de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire, et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et du Conseil Départemental sur le site de la collectivité : <https://herault.fr>

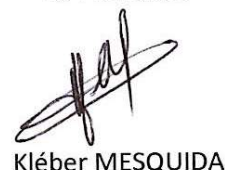
Le 26 juillet 2023

Le Directeur Général



Didier JAFFRE

Le Président



Kléber MESQUIDA

DRAAF Occitanie

R76-2023-09-05-00005

Arrêté relatif à l' autorisation d' augmentation
du titre alcoométrique volumique pour
l' élaboration de certains vins de la récolte 2023
Départements de l' Aude, du Gard et de
l' Hérault



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté relatif à l'autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour
l'élaboration de certains vins de la récolte 2023
Départements de l'Aude, du Gard et de l'Hérault**

**Le Préfet de la région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CE) n° 922/72, (CE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du conseil ;

Vu le règlement (UE) 2019/934 de la Commission du 12 mars 2019 complétant le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les zones viticoles où le titre alcoométrique peut être augmenté, les pratiques œnologiques autorisées et les restrictions applicables à la production et à la conservation de produits de la vigne, le pourcentage minimal d'alcool pour les sous-produits et leur élimination, et la publication des fiches de l'OIV ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2019/935 de la Commission du 16 avril 2019 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les méthodes d'analyse pour déterminer les caractéristiques physiques, chimiques et organoleptiques des produits de la vigne et les notifications de décisions des États membres concernant l'augmentation du titre alcoométrique ;

Vu le code général des impôts ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le décret n° 2012-655 du 4 mai 2012 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des produits vitivinicoles et à certaines pratiques œnologiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juillet 2012 (JO du 28/07/2012) relatif aux conditions d'autorisation de l'augmentation du titre alcoométrique volumique naturel pour l'élaboration des vins ;

Vu les demandes présentées complètes par :

- l'union syndicale des IGP de l'Aude le 31 août 2023 ;
- la fédération héraultaise des IGP le 31 août 2023 ;
- la fédération gardoise des vins à IGP le 31 août 2023 ;
- le syndicat des vins IGP d'Ardèche le 29 août 2023 ;

Sur les propositions du délégué territorial Sud-Est et de la déléguée territoriale Occitanie de l'Institut national de l'origine et de la qualité en dates des 31 août et 1^{er} septembre 2023,

Considérant que les éléments présentés justifient le recours à l'enrichissement pour les vins concernés par la demande, compte tenu en particulier du développement hétérogène des baies ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'augmentation du titre alcoométrique volumique naturel pour l'élaboration des vins cités en annexe issus de raisins récoltés l'année 2023, est autorisée dans les limites fixées à la même annexe.

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Article 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales d'Occitanie, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Occitanie, le directeur régional des douanes et droits indirects de Montpellier, le directeur régional des douanes et droits indirects de Perpignan, la déléguée territoriale Occitanie de l'Institut national de l'origine et de la qualité et le chef de service régional de FranceAgriMer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 5 SEPTEMBRE 2023

Pour le préfet de la région Occitanie
et par délégation,
le secrétaire général pour les
affaires régionales par intérim,



Laurent GANDRA-MORENO

**Arrêté relatif à l'autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2023
Département de l'Aude, du Gard et de l'Hérault**

Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites

Vins bénéficiant d'une Indication géographique protégée

| Nom de l'indication géographique (IGP) (suivi ou non d'une dénomination géographique complémentaire) | Couleur(s) (Le cas échéant) | Type(s) de vin | Variété(s) | Départements ou partie(s) de département(s) concernée(s) (Le cas échéant) | Limite d'enrichissement maximal (% vol.) | Titre alcoométrique volumique acquis minimal après enrichissement (% vol.) (Le cas échéant) | Titre alcoométrique volumique total maximal après enrichissement (% vol.) (Le cas échéant) |
|--|--------------------------------|------------------|------------------|--|--|--|---|
| Aude | | (Le cas échéant) | (Le cas échéant) | | 1,5 % vol | | |
| Cité de Carcassonne | | | | | 1,5 % vol | | |
| Coteaux de Narbonne | | | | | 1,5 % vol | | |
| Le Pays Cathare | | | | | 1,5 % vol | | |
| Vallée du Paradis | | | | | 1,5 % vol | | |
| Vallée du Torgan | | | | | 1,5 % vol | | |

**Arrêté relatif à l'autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2023
Département de l'Aude, du Gard et de l'Hérault**

Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites

| Nom de l'indication géographique (IGP) (suivi ou non d'une dénomination géographique complémentaire) | Couleur(s) (Le cas échéant) | Type(s) de vin (Le cas échéant) | Variété(s) (Le cas échéant) | Département(s) ou partie(s) de département(s) concerné(s) (Le cas échéant) | Limite d'enrichissement maximal (% vol.) | Titre alcoométrique volumique acquis minimal après enrichissement (% vol.) (Le cas échéant) | Titre alcoométrique volumique total maximal après enrichissement (% vol.) (Le cas échéant) |
|--|-----------------------------|---------------------------------|-----------------------------|--|--|---|--|
| Pays d'Hérault | | | | | 1,5 % vol | | |
| Coteaux d'Ensérune | | | | | 1,5 % vol | | |
| Coteaux de Béziers | | | | | 1,5 % vol | | |
| Côtes de Thau | | | | | 1,5 % vol | | |
| Côtes de Thongue | | | | | 1,5 % vol | | |
| Haute Vallée de l'Orb | | | | | 1,5 % vol | | |
| Saint-Guilhem-le-Désert | | | | | 1,5 % vol | | |
| Vicomté d'Aumelas | | | | | 1,5 % vol | | |

**Arrêté relatif à l'autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2023
Département de l'Aude, du Gard et de l'Hérault**

Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites

| Nom de l'indication géographique (IGP) (suivi ou non d'une dénomination géographique complémentaire) | Couleur(s) (Le cas échéant) | Type(s) de vin | Variété(s) | Départements ou partie(s) de département(s) concerné(s) (Le cas échéant) | Limite d'enrichissement maximal (% vol.) | Titre alcoométrique volumique acquis minimal après enrichissement (% vol.) (Le cas échéant) | Titre alcoométrique volumique total maximal après enrichissement (% vol.) (Le cas échéant) |
|--|--------------------------------|------------------|------------------|---|--|--|---|
| Gard | | (Le cas échéant) | (Le cas échéant) | | 1,5 % vol | | |
| Coteaux du Pont du Gard | | | | | 1,5 % vol | | |
| Cévennes | | | | | 1,5 % vol | | |
| Ardèche | | | | Gard sur le territoire des communes suivantes : Barjac, Le Garn, Issirac, Laval-Saint-Roman, Montclus, Rivières, Rochegude, Saint-André-de-Roquepertuis, Saint-Denis, Saint-Jean-de-Maruéjols-et-Avéjan, Saint-Privat-de-Champclos. | 1,5 % vol | | |

Arrêté relatif à l'autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique pour l'élaboration de certains vins de la récolte 2023
Département de l'Aude, du Gard et de l'Hérault
Autorisation d'augmentation du titre alcoométrique volumique et limites

Pour mémoire :

- Les paramètres non spécifiés dans l'annexe renvoient aux limites définies dans les cahiers des charges respectifs et dans les règlements du conseil de l'Union Européenne susvisés.
- En application des règlements du conseil de l'Union Européenne susvisés, et de l'article D645-9 du code rural et de la pêche maritime, les méthodes d'enrichissement autorisées conformément aux pratiques œnologiques dans les départements du bassin Languedoc-Roussillon, sont les suivantes à ce jour :

Pour les IGP citées :

- Pour les raisins frais, le moût de raisins partiellement fermenté ou le vin nouveau encore en fermentation uniquement par addition de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié,
- Pour le moût de raisin uniquement par addition de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ou par concentration partielle, y compris l'osmose inverse,
- Pour le vin uniquement par concentration partielle par le froid.

DREETS OCCITANIE

R76-2023-08-31-00007

Arrêté du 31 août 2023 portant la publication
dans la région Occitanie de la liste des
défenseurs syndicaux en matière prud'homale



Arrêté portant publication dans la région Occitanie de la liste des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale

**Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la
région Occitanie,**

Vu les articles L.1453.4, et R.1453.2 et suivants du code du travail ;

Vu les articles 258 et 259 de la loi n° 2015-990 du 06 août 2015 ;

Vu les articles D. 1453-2-1 à D.1453-2-9 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 2022 nommant M. Julien TOGNOLA Directeur régional de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Pierre-André DURAND Préfet de la région
Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Julien
TOGNOLA, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
d'Occitanie sur les compétences générales, d'ordonnancement secondaire délégué et de
commande publique ;

Vu la décision du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature de M. Julien TOGNOLA,
Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Occitanie à M. Paul
GOSSARD, Directeur régional adjoint, Responsable du pôle Politique du travail ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2023 portant publication de la liste des défenseurs syndicaux en matière
prud'homale ;

Vu l'instruction DGT du 18 juillet 2016 relative aux modalités d'établissement des listes, à
l'exercice et à la formation des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale ;

Vu les propositions de candidatures pour la région Occitanie émanant des organisations
syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs, parvenues à la
DREETS Occitanie :

- ARRÊTE -

Article 1^{er} :

La liste des défenseurs syndicaux désignés pour assister ou représenter à titre gratuit en matière prud'homale les parties devant les conseils de prud'hommes ou les cours d'appel de la région Occitanie est établie conformément aux deux annexes jointes :

Annexe 1 : Défenseurs désignés par les organisations syndicales de salariés

Annexe 2 : Défenseurs désignés par les organisations professionnelles d'employeurs.

Article 2

La durée du mandat des personnes visées à l'article 1^{er} est fixée à quatre ans à compter du 1^{er} septembre 2020.

Article 3

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 12 avril 2023 relatif à cet objet.

Article 4

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le 31 août 2023

Pour le Préfet de la région Occitanie,
et par subdélégation,

Le Directeur régional adjoint,
Responsable du pôle Politique du travail,



Paul GOSSARD

Annexes de l'Arrêté portant publication de la liste des défenseurs syndicaux du 31 août 2023

Liste des défenseurs syndicaux pour la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2024

ANNEXE 1 - Liste des défenseurs syndicaux présentés par les organisations syndicales de salariés

| NOM Prénom | PROFESSION | ORGANISATION SYNDICALE | COMPETENCE GEOGRAPHIQUE | ADRESSE | TELEPHONE | COURRIEL |
|--------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|---|----------------|----------------------------|
| ALZUYETA Michel | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | 7 rue des amandiers 30300 Jonquières St Vincent | 06 21 86 57 21 | michel.alzuyeta@gmail.com |
| ABAUZIT Richard | RETRAITE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 111, rue du Faubourg Figuerolles 34070 Montpellier | 04 67 69 93 79 | abauzit.gosseze@wanadoo.fr |
| AICAGUER Patrice | SANS EMPLOI | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 08 03 06 76 | p.aicaguer@orange.fr |
| AIT BOUHLAL Younés | AGENT SNCF TELECONSEILLER | CGT | OCCITANIE | 37 boulevard Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | ul.cgt.bzs@wanadoo.fr |
| AKKABA Aicha | OPERATEUR LOGISTIQUE | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | a.akkaba@yahoo.com |
| ALAOUI Samira | CONSEILLER CLIENTELE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 69 77 11 52 | samira.marot@gmail.com |
| ANDREI Andrei | INGENIEUR | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sernin, 31070 Toulouse | 05 61 21 53 75 | v.andrei@laposte.net |
| ANDREU Marc | INGENIEUR | CFE CGC | OCCITANIE | 20 chemin du pigeonnier de la Cépière Bât. A - 1er étage 31100 TOULOUSE | 05 62 27 92 03 | ud31@cfecgc.fr |
| ANDUGAR Philippe | ROTATISTE IMPRIMEUR | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | p.andu@wanadoo.fr |
| ANGAMA ESSOMBA Joseph | AGENT DE SECURITE | UL CGT Toulouse Sud | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 07 83 47 08 73 | joelangamatise@yahoo.com |

| | | | | | | |
|-----------------------------|---|---------|-----------|--|----------------|---------------------------|
| ANGENIOL Morgane | FORMATRICE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| ANGER Grégory | RESPONSABLE PRODUCTION | CFDT | OCCITANIE | Avenue du Surintendant 34300 Agde | 06 41 42 81 45 | grego.anger@gmail.com |
| ANQUEZ Pascal | JURISTE | CFTC | OCCITANIE | 10, impasse de La Castelle 34400 VILLETELLE | 06 99 01 87 24 | cjpgard@orange.fr |
| ARSEGUET DELPECH Valérie | CHARGÉE DE CLIENTELE | UNSA | OCCITANIE | 10 RUE Georges Guynemer 31600 MURET | 06 81 09 57 77 | vda2126@gmail.com |
| ASTROU Catherine | ERGONOME | FO | OCCITANIE | 70, avenue François Verdier - 81000 ALBI | 05 63 54 13 74 | udfo81@orange.fr |
| ASTRUC Claude | RETRAITE | FO | OCCITANIE | 66 avenue Tarayre 12000 RODEZ | 06 33 93 24 35 | clau.estruc12@orange.fr |
| ATIA Abdallahar | INSPECTEUR URSSAF | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| AYACHE Philippe | INGENIEUR | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 89 32 95 68 | philippe_ayache@orange.fr |
| BADIA Regine | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | 4 rue de la république 65430 SOUES | 06 62 44 17 65 | teqina@hotmail.fr |
| BALAKRISHNAN Nishant | COMMERCIAL MANAGER | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 83 66 84 82 | bk.nishant@gmail.com |
| BALDY Emmanuel | SECRETAIRE ADMINISTRATIF | CGT | OCCITANIE | 21 Avenue des Pyrénées BP 80067 31603 MURET | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| BAROUX Christophe | Attaché de recherche clinique Senior | CFE CGC | OCCITANIE | 20 chemin du pigeonnier de la Cépière Bât. A - 1er étage 31100 TOULOUSE | 05 62 27 92 03 | ud31@cfecgc.fr |
| BARRE Jean Luc | SALARIE DE BANQUE | CFDT | OCCITANIE | CFDT UD 65 - 5 boulevard du Martinet - 65000 TARBES | 05 62 38 13 68 | jilbarre65@gmail.com |

| | | | | | | |
|-----------------------|------------------------|------------|-----------|---|----------------|------------------------------|
| BARTHES Jean-Louis | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| BAUWENS Patrick | TECHNICO COMMERCIAL | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 17 35 40 45 | pbauwens@sfr.fr |
| BEAUCHET Danielle | RETRAITEE | CFDT | OCCITANIE | 15 rue Berlioz 65200 BAGNERES DE BIGORRE | 06 23 46 00 68 | beauchetdanie65@gmail.com |
| BEDOS Maryse | AIDE SOIGNANTE | CGT | OCCITANIE | 19 le Clos de Bellevue 48100 MARVEJOLS | 06 42 06 88 64 | esyramb@hotmail.fr |
| BEDU Martine | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| BEGON Michel | TECHNICIEN AERO CABINE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 12 67 40 49 | begon.michel@laposte.net |
| BELLIVIER Gilles | OUVRIER | CGT | OCCITANIE | Place de la Bourse 46000 CAHORS | 05 65 35 90 63 | |
| BENKEMOUN Michel | Retraité EDUC NAT | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 1 bis rue André Derain – 66000 PERPIGNAN | 04 68 61 53 93 | m.benkemoun@laposte.net |
| BEN YEDDER Ahmed | CONDUCTEUR RECEVEUR | UNSA | OCCITANIE | UD UNSA du Gard 4 rue Jean Bouin 30000 NIMES | 06 98 33 84 32 | ahmed.benyedder@hotmail.com |
| BENYOUCEF Othman | INGENIEUR | CFDT | OCCITANIE | 3, chemin du pigeonier la Cépière 31100 TOULOUSE | 06 17 23 21 49 | othman.benyoucef@gmail.com |
| BERGOUNOUX Jean-Louis | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 21 allée des Thermes 19500 MEYSSAC | 06 30 05 44 28 | jl.bergounoux@wanadoo.fr |
| BIDOT Sylvie | HOTESSE DE CAISSE | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | breizhoc@ntymail.com |
| BIGOT Alexandre | EDUCATEUR SPECIALISE | CGT | OCCITANIE | BOURSE DU TRAVAIL 15 rue Voltaire 11000 CARCASSONNE | 06 14 11 47 88 | bigotalexandre@gmail.com |
| BIROBENT Frédéric | AIDE SOIGNANT | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIEERS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| BLANC Jean-Louis | TEHNICIEN MCE AERO | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 79 63 22 20 | assidut.1104@orange.fr |

| | | | | | | |
|--|-------------------------------|------|-----------|---|----------------|--|
| BLANC Luc-Olivier | COORDINATEUR SUPPLAY CHAIN | FO | OCCITANIE | 9 Rue de la Préfecture - 09000 FOIX | 06 50 04 87 42 | udfo09@force-ouvriere.fr |
| BODET Alain | SUPERVISEUR | CGT | OCCITANIE | UL CGT SAINT- GAUDENS 6 avenue du Maréchal Foch 31800 SAINT-GAUDENS | 06 09 94 74 78 | cgtalain@gmail.com |
| BOIS Marie-Christine | RETRAITEE | CFDT | OCCITANIE | 15 rue des cerisiers | 06 81 74 43 06 | christine.bois@orange.fr |
| BONIS Grégory | AGENT HOSPITALIER | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| BOULET Jean-Claude | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | UD CFDT LOZERE. rue CHARLES MOREL. 48000 MENDE | 04 66 65 09 16 | interco48.cfdd@gmail.com |
| BOURDIE Guy | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 63 rue Emile Negre 12300 DECAZEVILLE | 06 08 65 51 98 | guybourdie@orange.fr |
| BOURY Charles | INGENIEUR | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 05 34 61 04 33 | charles.boury@altran-so.net |
| BOUZIANE- ERRAHMANI épouse SARRI Mouna | CHARGEE DE MISSION | CGT | OCCITANIE | UL CGT Mirail pole associatif, 3 place de Tel Aviv 31100 TOULOUSE | 06 74 61 74 00 | mouna.bouziane@laposte.net |
| BOUZIDI Sadek | CONSEILLER INSERTION | CFDT | OCCITANIE | 4 rue ROBERT MESURET 31100 TOULOUSE | 06 69 38 19 72 | sbouzidi.synami.miltoulouse@gmail. om |
| BRACKE Denis | COORDINATEUR EN ITEP | CFDT | OCCITANIE | 357 rue des aires 30700 ST VICTOR DES OULES | 06 74 59 71 78 | denbbard@gmail.com |
| BRUSQ Catherine | ASSISTANTE DE PROJET | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | catherine.gonzalez2007@orange.fr |
| CABANDE Patrick | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 18 Impasse des Tisserands 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE | 06 22 94 68 49 | ulcgtviro@orange.fr |
| CABANTOUS Guylain | AGENT D' ACCUEIL | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | g.cabantous@free.fr |
| CACCIAGUERRA Jean Claude | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |

| | | | | | | |
|----------------------------|--|------------|-----------|---|----------------|------------------------------------|
| CAJELOT Emmanuel | DELEGUE MEDICAL | UNSA | OCCITANIE | 8 Rue Gro Harlem Brundtland 66 680 CANOHES | 06 85 47 59 65 | cajlot.emmanuel@orange.fr |
| CANDEIL Corinne | GESTIONNAIRE RETRAITE ENTREPRISE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 52 rue Jacques Babinet – BP22351 – 31023 TOULOUSE Cedex 1 | 06 36 97 50 05 | cl.corinne@yahoo.fr |
| CANO Laurence | AGENT POLE EMPLOI | CGT | OCCITANIE | 32000 AUCH | 06 80 65 09 69 | administratif.cgtgers@orange.fr |
| CAPARROS Jean- Pierre | INGENIEUR | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 05 34 61 04 33 | jean-pierre.caparros@altran-so.net |
| CAPDEVILLE Muriel | PSYCHOLOGUE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 21 rue des Chapeliers – 09000 FOIX | 06 30 65 47 19 | muriel.capdeville@sfr.fr |
| CARAYON Alain | SALARIE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| CARBOU François- Xavier | AGENT CONSEIL DEPARTEMENTAL | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERES | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| CARRER Patrick | RESPONSABLE SERVICE FORMATION | CFDT | OCCITANIE | 2398 les Arramous 32600 LIAS | 06 77 07 37 28 | p.carrer32@gmail.com |
| CARRERE Malika | EMPLOYEEE | CGT | OCCITANIE | 2 route de pene tailhade 65240 CADEAC | 06 47 39 52 66 | carrere.malika@gmail.com |
| CAVILLE Marie Line | AUXILIAIRE DE VIE SOCIALE | CGT | OCCITANIE | L'Esparre 82140 CAZALS | 06 42 52 54 54 | cavailleml@orange.fr |
| CAYROL Catherine | CONTROLEUR | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | catcayrol@hotmail.com |
| CAZENAVE Daniel | SANS EMPLOI | CGT | OCCITANIE | 6 AV FOCH 31800 SAINT-GAUDENS | 06 79 35 28 41 | cgtcomminges@orange.fr |
| CHAPUIS André | VENDEUR | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sernin, 31070 TOULOUSE | 06 82 00 97 57 | andre.chapuis31@gmail.com |
| CHARDONNET François | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | 12 Rue du Bégué 65420 IBOS | 06 31 60 83 00 | f.chardonnet@orange.fr |

| | | | | | | |
|---------------------------|--|-------------|-----------|---|----------------|------------------------------|
| CHAUVET Pierre | AIDE SOIGNANT | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | pierre.chauvet13@laposte.net |
| CHEVALLIER Patrice | AGENT SNCF | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| CICUTTO Philippe | OUVRIER DE MAINTENANCE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| CIERCO Dominique | CADRE TERRITORIAL | UNSA | OCCITANIE | 14 côte de Gourmetx 31800 SAINT-GAUDENS | 06 98 33 45 47 | docierco@gmail.com |
| CLAUDE Norbert | RETRAITE | CFTC | OCCITANIE | URD CFTC Occitanie Bat. A 20, ch. de la Cépière 31100 TOULOUSE" | 05.34.64.42.32 | norbertclaude2@gmail.com |
| CLEMENT Frédéric | EMPLOYE | UNSA | OCCITANIE | 22 route d'Esbartens 31800 LANDORTHE | 06 74 45 90 57 | frederic-clement@wanadoo.fr |
| COLONGES Philippe | INGENIEUR AERONAUTIQUE | UNSA SPECIS | OCCITANIE | Union régionale UNSA 7 chemin du Pigeonnier de la Cépière – Bât A 31100 toulouse | 06 99 75 22 93 | philippecolonges@gmail.com |
| CONTE Ange Philippe | CHEF DE SITE ADJOINT EN SECURITE | CFDT | OCCITANIE | 10 rue des Enfants d'Izieu 31320 CASTANET TOLOSAN | 06 22 22 68 28 | c.ange.philippe@gmail.com |
| COSTE Florent | INGENIEUR BUREAU ETUDES | CGT | OCCITANIE | 21 Avenue des Pyrénées BP 80067 31603 MURET | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| COUCHET Jean- Philippe | RECHERCHE D'EMPLOI | CGT | OCCITANIE | Mouret 46100 LISSAC ET MOURET | 06 87 01 11 13 | jp.couchet@free.fr |
| COUDERC Marie- Thérèse | RETRAITEE | CFDT | OCCITANIE | 4 impasse des Mimosas 46090 PRADINES | 06 33 10 49 73 | juridique.cfdt82@orange.fr |
| COUDERT Jacques | CADRE DE SANTE | CFDT | OCCITANIE | POLYCLINIQUE DE L'ORMEAU Chemin de l'Ormeau 65000 TARBES | 06 03 61 49 74 | jacquescoudert@sfr.fr |
| COUDIN Thierry | EDUCATEUR SPECIALISE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 12 chemin du Mas de Mourgues 30360 ST MAURICE DE CAZEVEILLE | 06 62 54 13 41 | coudin.thierry@gmail.com |

| | | | | | | |
|----------------------------|-------------------------------|------------|-----------|---|----------------|------------------------------|
| COUPIAC Paul | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | CFDT UD 65 - 5 boulevard du Martinet - 65000 TARBES | 05 62 38 13 68 | cfdt.ud65@orange.fr |
| COUQUE Anne- Sophie | EDUCATRICE SP2CIALISEE | CGT | OCCITANIE | 14 avenue de Castelnaudary – 31250 REVEL | 06 85 16 20 12 | sophiecouque@gmail.com |
| CULCASI Marianne | EDUCATRICE SPECIALISEE | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sernin, 31070 TOULOUSE | 05 61 23 79 28 | culcasi-cgt@yahoo.fr |
| DA ROS Jean Pierre | RETRAITE | CFTC | OCCITANIE | 113, rue du Baron Leroy LAUDUN 30290 LAUDUN L'ARDOISE | 06 62 43 15 90 | darosjp@orange.fr |
| DAHAN Fayçal | EMPLOYE | CGT | OCCITANIE | 21 rue Jacques Cartier Bat C1 log 8 82000 MONTAUBAN | 07 62 45 22 85 | dahan.faycal@yahoo.fr |
| DARSTEIN Guillaume | OPERATEUR LOGISTIQUE | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | lyon34500-cgt@yahoo.com |
| DARTUS Yvonne | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | UD CGT Place de la Bourse 34 place Rousseau 46000 CAHORS | 05 65 35 08 56 | juridique.ud46@wanadoo.fr |
| DATCHY Lucien | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | 8 rue Guillaume APOLLINAIRE 30128 GARONS | 07 78 90 54 92 | lucierendatchy@sfr.fr |
| DAURE Serge | OUVRIER METALLURGIE | CGT | OCCITANIE | 215 Route de Langles - 82300 SAINT-CRICQ | 06 88 51 03 71 | serge.daure@orange.fr |
| DE JORGE Frédéric | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | 4 impasse des Mimosas 46090 PRADINES | 06 81 21 54 30 | f.dejorge@laposte.net |
| DE LA CRUZ Marie- Josée | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | 74 RUE SAINT MARTIN 65000 TARBES | 06 03 46 59 04 | maryjodelac259@gmail.com |
| DEBAIX Isabelle | SECRETAIRE COMPTABLE | FO | OCCITANIE | 4 passage Tourterlle 32000 AUCH | 07.72.39.97.82 | udfegers@gmail.com |
| DEBOUARD Natacha | DEMANDEUSE EMPLOI | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 100 avenue de Toulouse 12000 RODEZ | 06 31 53 33 23 | natacha.debouard@sfr.fr |
| DELEAU Philippe | RESPONSABLE D'EXPLOITATION | UNSA | OCCITANIE | 40 lotissement de l'estang 82130 VILLEMARDE | 06 87 57 86 85 | philippe.deleau880@orange.fr |
| DELGADO Progreso | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | Chemin de Durans - Rieutort 31420 ALAN | 05 61 98 93 66 | pdelgado@wanadoo.fr |

| | | | | | | |
|-----------------------|------------------------------------|------------|-----------|--|----------------|-----------------------------|
| DELMAS Laurent | MAGASINIER | CFDT | OCCITANIE | UD CFDT LOZERE. RUE CHARLES MOREL. 48000 MENDE | 04 66 65 09 16 | I.delmas@sfr.fr |
| DELON Alain | OUVRIER DE MAINTENANCE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIER | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| DELPECH Guy | CHEF DE BORD | CGT | OCCITANIE | 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | pastague@gmail.com |
| DELQUE Serge | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIER | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| DEMARAIS Gil | CONSULTANT | CFDT | OCCITANIE | CFDT S3C Midi-Pyrénées 15 Rue Lascrosses, 31000 TOULOUSE | 05 62 30 59 79 | midipyrenees@f3c.cfdt.fr |
| DENIER Sandrine | VENDEUSE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 52 91 97 83 | sandrinecener@hotmail.fr |
| DENJEAN Denis | AMP | FO | OCCITANIE | 9 Rue de la Préfecture - 09000 FOIX | 06 26 62 53 73 | udfo09@force-ouvriere.fr |
| DEQUEANT Myriam | ESTHETICIENNE CONSEILLERE EN VENTE | UNSA | OCCITANIE | 8 rue des hirondelles 12450 LA PRIMAUBE | 06 89 35 84 25 | dequeantmyriam@yahoo.fr |
| DERAINE Stéphanie | CONTROLEUR | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIER | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| DERBOMEZ Eric | CHEF CAISSIER | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT - 57 Boulevard Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 06 16 18 05 32 | derbomez@hotmail.com |
| DESTAING Christophe | COMPTABLE | CFDT | OCCITANIE | CFDT 474 Allée Henri II de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 06 16 45 95 42 | christophe.destaing@live.fr |
| DIEVAL Katy | VENDEUSE | CGT | OCCITANIE | UL CGT de Blagnac 10 Rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 65 09 96 63 | dievalkaty@gmail.com |
| DIANE-HAMLAOUI Angela | CHARGEE DE CLIENTELE | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 03 03 82 27 | angela.diane@orange.fr |
| DIFRAJA David | OUVRIER CHOCOLATIER | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 21 rue Albert Camus 11130 SIGEAN | 06 09 23 62 96 | daviddifraja@outlook.fr |
| DIJOUX Jean-Philippe | MECANICIEN RAVITAILLEUR | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 51 03 88 00 | jeanphi31@gmail.com |
| DIOT Lionel | RESPONSABLE PEDAGOGIE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 25 rue du Professeur Gaston Dupouy 31100 TOULOUSE | 06 73 16 48 42 | lioneldiot@yahoo.fr |

| | | | | | | |
|------------------------|------------------------------|---------|-----------|---|----------------------------------|----------------------------------|
| DOUREL Philippe | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT Avenue de la Mayre 30200 BAGNOLS/CEZE | 04 66 79 83 71 | ulcftdbagnols@yahoo.fr |
| DROMBRY Amandine | ASSISTANTE COMMERCIALE | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | amandine.drombry30@gmail.com |
| DUANT Didier | SALARIE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Peloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| DUCROHET Christophe | ENSEIGNANT | CFTC | OCCITANIE | URD CFTC Occitanie Bat. A 20, ch. de la Cépière 31100 TOULOUSE | 05.34.64.42.32 | secretariat-ur@cftc-occitanie.fr |
| DWORAK Catherine | INGENIEURE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 81 07 88 30 | catherine.dworak@altran-so.net |
| EL YAGOUBI Fatima | CHEFFE DE SITE | CFDT | OCCITANIE | 5 chemin de la salvetat 31770 COLOMIERS | 06 25 83 58 79 | fatihah@hotmail.it |
| ERNALDES Fabrice | TECHNICIEN DE MAINTENANCE | CFTC | OCCITANIE | 28, rue des Cordeliers 11300 LIMOUX | 07.82.44.30.38 | fabrice.ernaldes@free.fr |
| ESCOT Stéphanie | AGENT HOSPITALIER | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIEERS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| ESPITALIER Philippe | ADJOINT CHEF D'EQUIPE | CGT | OCCITANIE | 14 avenue de Castelnaudary 31250 REVEL | 06 28 30 70 83 | espitalier.philippe@orange.fr |
| FABRE Jean François | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 3 lotissement du Coudenas 48100 BOURG SUR COLAGNE | 04 66 32 75 78 06 32 43 34 51 | jef.fabre@orange.fr |
| FAGET Thierry | VETERINAIRE CONSEIL | CFE CGC | OCCITANIE | 4 allée Mortarieu 82000 MONTAUBAN | 05 63 63 98 13 | ud82@cfecgc.fr |
| FAHER Youssef | INGENIEUR D'ETUDE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 26 01 32 18 | yfaher@yahoo.fr |
| FAUCHE Jérôme | MONTEUR VENDEUR OPTIQUE | CFDT | OCCITANIE | 3 Chemin D'Aude 11700 CAPENDU | 06 73 59 66 17 | fauche.jerome@orange.fr |
| FERRANT Michel | EDUCATEUR SPECIALISE | CFDT | OCCITANIE | 22 rue de l'écluse 30000 NIMES | 04 66 67 98 70 | syndicat30@sante-sociaux.cfdt.fr |

| | | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------|------------|-----------|---|----------------|----------------------------------|
| FERREIRA Henri | TECHNICIEN | CGT | OCCITANIE | UL CGT SAINT- GAUDENS 6 avenue du Maréchal Foch 31800 SAINT-GAUDENS | 07 50 67 00 72 | Feriton31@gmail.com |
| FODIL Zina | EMPLOYEE POLYVALENTE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BEZIERS Bourse du Travail 57 bd F. Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | ul.cgt.bzs@wanadoo.fr |
| FORGUE Edouard | Technicien de Production | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 10 61 94 79 | edouardforgue@free.fr |
| FRADES-SOLINO Marie Manuella | INFIRMIERE | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | mikamanu@orange.fr |
| FRAILE Xavier | AGENT DE SERVICE | FO | OCCITANIE | 93 Boulevard de Suisse - 31200 TOULOUSE | 06 83 51 39 32 | xavier-fraile@wanadoo.fr |
| FREMY François | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | UD CFDT 81 place 1 mai 81100 CASTRES | 05 63 62 01 70 | udcfdt-81@wanadoo.fr |
| GACHE Sylvie | GESTIONNAIRE D'ACHAT | CFE CGC | OCCITANIE | 20 chemin du pigeonier de la Cépière Bât. A - 1er étage 31100 TOULOUSE | 05 62 27 92 03 | ud31@cfecgc.fr |
| GANCEDO Adolphe | EMPLOYE DE BANQUE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 23 rue Lakanal 34090 MONTPELLIER | 06 26 32 26 54 | adolgancedo@orange.fr |
| GARCIA Florent | TELECONSEILLER | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | f.castel@live.fr |
| GASULLA Marie- Thérèse | RETRAITEE | CFDT | OCCITANIE | 262, rue des villas 31360 SAINT MARTORY | 06 03 69 37 45 | maite-gasulla@laposte.net |
| GERARD Guillaume | MECANICIEN BATEAU | CGT | OCCITANIE | BOURSE DU TRAVAIL 15 rue Voltaire 11000 CARCASSONNE | 07 67 23 13 09 | guillaume793@gmail.com |
| GBERBI Djamel | EMPLOYE COMMERCIAL | SCID | OCCITANIE | Scid 21 boulevard Hauszman 750009 Paris | 01 53 43 94 55 | secretariat@syndicat-commerce.fr |
| GIL Sébastien | TECHNICIEN INFORMATIQUE | FO | OCCITANIE | 5 rue Bridaine 30000 NIMES | 04 66 36 67 67 | secretariat@fo30.org |
| GILBIN Dominique | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | BOURSE DU TRAVAIL 15 rue Voltaire 11000 CARCASSONNE | 04 68 40 36 40 | dominique@gilbin.fr |

| | | | | | | |
|-----------------------------|------------------------------------|-------------|-----------|--|----------------|------------------------------|
| GISQUET Serge | AGENT DE PRODUCTION | CGT | OCCITANIE | 345 chemin de la gare - 82700 FINHAN | 06 19 50 61 01 | serge1100@hotmail.fr |
| GONCAVES Manuel | FORMATEUR CIRCULATION SNCF | CFDT | OCCITANIE | 34 Rue Marceau Perrutel 11000 CARCASSONNE | 06 26 04 27 58 | m.goncalves.cfdt@gmail.com |
| GRENIER Véronique | AIDE SOIGNANTE | CGT | OCCITANIE | UL CGT SAINT- GAUDENS 6 avenue du Maréchal Foch 31800 SAINT-GAUDENS | 06 74 29 89 09 | vero.grenier88@gmail.com |
| GUIBERT BOHE Marie Lydie | ATTACHEE A LA PROMOTION DU MEDICAL | UNSA PHARMA | OCCITANIE | 474 Allée Henri II de Montmorency 34041 MONTPELLIER | 06 84 97 23 76 | ml.guibert@free.fr |
| GUILLAUMIN Michel | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | Le Mas 46330 SAINT GERY SUR VERS | 06 79 89 13 18 | miguillaumin@wanadoo.fr |
| GUILHEM MISTOU Dominique | JURISTE | UNSA | OCCITANIE | UNSA UR OCCITANIE 20 chemin Pigeonnier de la Cèpière Bât A 31100 TOULOUSE. | 05 62 47 20 72 | juridiquelrmp@unsa.org |
| GUILLOT Fabrice | CHARGE DE PORTEFEUILLE EN GESTION | CGT | OCCITANIE | UNION LOCALE CGT 26 rue Durand de Montlauzeur 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUÉ | 06 25 79 94 10 | guillotcgtaldi@gmail.com |
| GUIRAL Michel | CHARGE DE CLIENTELE | FO | OCCITANIE | UD FO 48 Espace Jean Jaurès - 10, Rue Charles Morel 48000 MENDE | 04 66 49 04 83 | udfo48@orange.fr |
| GUIRAUD Laurence | EMPLOYEE COMMERCIALE | CGT | OCCITANIE | 3 rue Clémence Isaure 31250 REVEL | 06 16 86 64 30 | guiraudcgtlaurence@gmail.com |
| GUTIERREZ Michel | CHARGE DE MISSION | UNSA | OCCITANIE | UNSA UD34 - 474 allée Henry II de Montmorency 34041 MONTPELLIER | 06 87 98 06 99 | michel.gutierrez@laposte.net |
| GUYNARD Christophe | RESPONSABLE METHODES | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sermin, 31070 TOULOUSE | 06 63 07 64 48 | trognard2000@yahoo.fr |
| HARAIFI Mustapha | OPERATEUR LOGISTIQUE | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | mharaifi@yahoo.fr |
| HAUDIQUET Jean- François | RETRAITE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 6 La Mothe 12800 QUINS | 06 65 25 74 84 | jf.haudiquet@free.fr |

| | | | | | | |
|-------------------------|-------------------------------------|------------|-----------|---|----------------|---------------------------|
| HAUT Daniel | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 4 rue de la Pintre 46100 FIGEAC | 05 65 34 76 00 | daniel.haut@laposte.net |
| HEGE Pierre | EDUCATEUR SPECIALISE | CFDT | OCCITANIE | 13, rue de l'Église 30820 CAVEIRAC | 04 66 63 42 04 | pierreheghem@gmail.com |
| HIJAR Gilles | AGENT CONSEIL DEPARTEMENTAL | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| HIRSON David | EMPLOYE COMMERCIAL | CGT | OCCITANIE | UL CGT Muret 21 Avenue des Pyrénées BP 80067 31603 MURET | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| ISCAYES Yves | RETRAITE | FO | OCCITANIE | 66 avenue Tarayre 12000 RODEZ | 06 73 23 51 37 | havoline@wanadoo.fr |
| KASZYNSKI Jérôme | CONTROLEUR FINANCES PUBLIQUES | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 59 rue Raymond Sommer 81000 ALBI | 07 69 65 30 09 | cs.solidaires81@gmail.com |
| KEDDAM Hanafi | JURISTE | UNSA | OCCITANIE | UNSA UR OCCITANIE 20 chemin Pigeonnier de la Cèpière Bât A 31100 TOULOUSE. | 05 62 47 20 72 | juridiquelrmp@unsa.org |
| KERCHOUCHE Ahmed | AGENT TERRITORIAL | OSEDI | OCCITANIE | OSEDI impasse Sabatier BP 24 11150 BRAM | 07 63 52 49 25 | maxikh66@yahoo.fr |
| KHAMARI Melinda | AMBULANCIERE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 07 66 71 79 70 | melindakhamari@gmail.com |
| KHENFOUF Rachid | INGENIEUR | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 619, rue du mas de Prades 34730 PRADES LE LEZ | 06 77 37 78 65 | rachid.khenfouf@gmail.com |
| KILBURG Gilles | INVALIDE | CFDT | OCCITANIE | 6 RUE GUSTAVE FLAUBERT 66350 TOULOUGES | 06 86 92 35 90 | gilles66@live.fr |
| KLEIN Bernard | RETRAITE AIR France | CFE CGC | OCCITANIE | 20 chemin du pigeonier de la Cèpière 31100 TOULOUSE | 05 62 27 92 03 | ud31@cfecgc.fr |
| KRASKER Alain | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 11 rue du comte de Folx 65000 TARBES | 06 98 35 61 58 | jamkra@wanadoo.fr |
| LABORDE Jean- Claude | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 16 chemin du moura 65350 MARQUERIE | 06 77 69 10 30 | jc65@orange.fr |

| | | | | | | |
|------------------------------|---------------------------------------|------------|-----------|---|----------------|--|
| LACHENDROWIECZ Alain | CADRE PROGRAMMEUR | CGT | OCCITANIE | 160 Lt Les Jardins de Berot 31000 TOULOUSE | 06 07 57 23 16 | lachendrowiecz@yahoo.fr |
| LACOSTE Eric | TECHNICIEN BIO MEDICAL | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | eric.lacoste7@orange.fr |
| LAIB Déliila | HOTESSE D'ACCUEIL | CGT | OCCITANIE | 12 rue Saint Laurent 31500 TOULOUSE | 06 88 54 85 19 | dellila31770@outlook.com |
| LAKHDAR Nordine | AGENT EDF | OSEDI | OCCITANIE | OSEDI impasse Sabatier BP 24 11150 BRAM | 06 73 90 70 63 | lanoh@orange.fr |
| LANDINI G-Eric | RETRAITE | FO | OCCITANIE | 66 avenue Tarayre 12000 RODEZ | 06 32 84 43 30 | |
| LANTARON Jean | RETRAITE EDUCATEUR SPECIALISE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 1 impasse Fermat 32000 AUCH | 06 95 54 97 03 | lantaron@free.fr |
| LARRIBAU Marie- Agnès | AMP | CGT | OCCITANIE | 24 ROUTE DE MADIRAN 65700 CASTELNAU RIVIERE BASSE | 06 84 15 25 49 | avs65@orange.fr |
| LARTIGUE Athena | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sernin, 31070 TOULOUSE | 06 81 23 88 13 | lartigue.athena@wanadoo.fr |
| LEBON MICHEL | OUVRIER | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIEERS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| LECENES Patrice | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | UL CGT Centre Mendès France 30200 BAGNOLS/CEZE | 04 66 89 49 51 | bagnolsulcgt@aol.com |
| LECLERC Serge | OUVRIER METALLURGIE | CGT | OCCITANIE | 328 chemin de St martin - 82440 REALVILLE | 05 63 31 07 60 | serge.leclerc@orange.fr |
| LEFEBVRE François Jacques | AGENT EDF | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | francois-jacques.lefebvre@enedis- grdf.fr |
| LEGUÉDÉ Jérôme | ASSISTANT LOGISTIQUE ET SUPPORT | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 43 50 91 71 | jele@gmx.fr |
| LE GUEN Cédric | INGENIEUR | CFDT | OCCITANIE | CFDT 31 chemin du Pigeonnier de la Cèpière 31500 TOULOUSE | 06 33 59 39 23 | cedric.leguen@laposte.net |
| LENOAN Sandrine | INFIRMIERE | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | salenoan@yahoo.fr |

| | | | | | | |
|---------------------|---|------------|-----------|---|----------------|----------------------------------|
| LESCURE Patrick | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | UL CGT Centre Mendès France 30200 BAGNOLS/CEZE | 04 66 89 49 51 | bagnolsulcgt@aol.com |
| LEVY KANDI Tizir | ANIMATRICE SYNDICALE | CNT | OCCITANIE | 4 rue de la Martinique 75018 PARIS | 06 37 24 06 94 | contact@cnt-so.org |
| LEYRAT Quentin | PRIVE D'EMPLOI | CGT | OCCITANIE | 10 place Louis Fontanges 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE | 06 22 94 68 49 | ulcgtviro@orange.fr |
| LIEVIN Madjiguene | AGENT ADMINISTRATIF POLYVALENT | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 21 01 54 41 | magedoudou@hotmail.com |
| LINDE Anne-Marie | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| LO Sylvie | AGENT DE MAITRISE | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sernin, 31070 TOULOUSUE | 06 52 60 89 71 | sylvie.lopelet@hotmail.fr |
| LOUCOPOULOS Philip | INGENIEUR | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 07 95 44 64 | philip.loucopoulos@altran-so.net |
| MAFFRE Thierry | TECHNICIEN SERVICE MEDICAL | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | tmaffre@wanadoo.fr |
| MALIE Nicole | JURISTE | FO | OCCITANIE | 66 avenue Tarayre 12000 RODEZ | 05 65 68 47 64 | nicolemalie@yahoo.fr |
| MALLEVIALE Laure | SALARIEE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| MALON Vincent | AGENT D'EXPLOITATION DIR Massif Central | CGT | OCCITANIE | Le Buel 48100 BOURG SUR COLAGNE | 06 81 18 47 41 | vincentmalon@laposte.net |
| MARGOUM Zouhir | CONDUCTEUR RECEVEUR | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège - 31670 LABEGE | 06 51 94 55 97 | margoum.zouhir@yahoo.fr |
| MARTONOTTI Philippe | CHARGE D'AFFAIRES | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT Avenue de la Mayre 30200 BAGNOLS SUR CEZE | 06 62 79 49 68 | ulcfdtbagnols@yahoo.fr |
| MARTORANA Laurent | TECHNICIEN | CGT | OCCITANIE | UL CGT Avenue de la Costière 30600 VAUVERT | 04 66 88 78 16 | vauvert.cgtul@wanadoo.fr |
| MARTOUGIN Philippe | AGENT DE MAITRISE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 4 rue des Tamaris 34620 PUISSERGUE | 06 78 07 25 97 | philzie@yahoo.fr |

| | | | | | | |
|------------------|----------------------------------|------------|-----------|---|----------------|----------------------------------|
| MARTY Jean-Marie | SURETE AEROPORTUAIRE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 52 rue Jacques Babinet - BP 22351 31023 TOULOUSE Cdx 1 | 06 42 92 23 73 | contact-jmmarty@orange.fr |
| MARTY Yves | RETRAITE | FO | OCCITANIE | 66 avenue Tarayre 12000 RODEZ | 06 26 32 68 51 | 13pierres@gmail.com |
| MASCARELL Robert | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 14 Cité Chante Merle 12800 NAUCELLE | 06 30 59 47 36 | robertmascarell3@gmail.com |
| MATHIOT Ludovc | STORE MANAGER | CFDT | OCCITANIE | Union Locale CFDT BEZIERS 7 Boulevard Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 06 09 26 85 94 | L_mathiot@yahoo.fr |
| MAURY Frédéric | POSTIER | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 16 chemin des Perdrix 81990 CAMBON D'ALBI | 06 87 14 57 52 | fm.defenseursyndical81@gmail.com |
| MAYA Guy | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sernin, 31070 TOULOUSE | 07 82 60 16 58 | guy.maya@free.fr |
| MEBARKIA Didier | PATISSIER | CGT | OCCITANIE | 6 AV FOCH 31800 SAINT-GAUDENS | 06.79.35.28.41 | cgtcomminges@orange.fr |
| MEBARKIA Nicole | ASMAT (assistante maternelle) | CGT | OCCITANIE | 6 AV FOCH 31800 SAINT-GAUDENS | 06 79 35 28 41 | cgtcomminges@orange.fr |
| MECHITOUA Ali | CONTROLEUR CND AERO | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 51 89 61 63 | ali.mechitoua@yahoo.fr |
| MEHABLI Linda | RESPONSABLE DE MAGASIN | CGT | OCCITANIE | UL CGT BEZIERS Bourse du Travail 57 bd F. Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 3116 | ul.cgt.bzs@wanadoo.fr |
| MEKHFI Sabine | INFIRMIERE | CFDT | OCCITANIE | CFDT DU TARN- place du 1 er mai 81100 CASTRES | 05.63.62.01.70 | udcfdt-81@Wanadoo.fr |
| MERCIER Franck | INGENIEUR | CFDT | OCCITANIE | CFDT S3C Midi- Pyrénées, 15 rue Lascrosses 31000 TOULOUSE | 05 62 30 59 79 | franck.mercier@altran-so.net |
| MERCIER Nicolas | TECHNICIEN RADIOPROTECTION | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT Avenue de la Mayre 30200 BAGNOLS SUR CEZE | 04 66 79 83 71 | ulcfdtbagnols@yahoo.fr |
| MESTRE Robert | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | 1 Rue du 10 Août 1944 - NUCES 12330 VALADY | 06 81 72 07 47 | ud12@occitanie.cfdt.fr |
| MEZIN Didier | AGENT DE LA POSTE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERES | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |

| | | | | | | |
|---------------------|--|------------|-----------|--|----------------|-----------------------------|
| MIREBIEN Jacqueline | INFIRMIERE | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | mirebien.eric@neuf.fr |
| MIREBIEN Julian | INFIRMIER | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | titia342@hotmail.fr |
| MOIREZ Alain | INGENIEUR INFORMATICIEN | CFDT | OCCITANIE | CFDTS3C Midi-Pyrénées 15 Rue Lascrosses, 31000 TOULOUSE | 06 80 40 21 42 | midipyrenees@f3c.cfdt.fr |
| MONCHARTE Fabrice | RESPONSABLE ATELIER | CGT | OCCITANIE | Union locale CGT Muret et Environs 21 avenue des Pyrénées 31600 Muret | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| MONGELLAZ Philippe | TECHNICIEN DE MAINTENANCE | CGT | OCCITANIE | Union locale CGT Muret et Environs 21 avenue des Pyrénées 31600 Muret | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| MORADO Philippe | CADRE TECHNIQUE | CFE CGC | OCCITANIE | 20 chemin du pigeonnier de la Cèpière Bât. A - 1er étage 31100 TOULOUSE | 05 62 27 92 03 | ud31@cfecgc.fr |
| MOREAU Manuel | CUISINIER | CFDT | OCCITANIE | 9 route de Mende 48000 SAINT ETIENNE DU VALDONNEZ | 06 84 91 10 14 | moreau.manu48@gmail.com |
| MOREIRA Maria | CHARGE DE MISSION | CFDT | OCCITANIE | UD CFDT LOZERE. RUE CHARLES MOREL. 48000 MENDE | 04 66 65 09 16 | cfdt.lozere@wanadoo.fr |
| MORENO François | TECHNICIEN CHIMIE AGROALIMENTAIRE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 23 rue Lakanal 34090 MONTPELLIER | 06 19 09 38 66 | francois.moreno00@orange.fr |
| MULLER Alexis | PRIVE D'EMPLOI | CGT | OCCITANIE | ul cgt 1300 Avenue Georges Dayan 30900 NIMES | 04 66 28 72 72 | contact@cgt-nimes.fr |
| NEDJARI Linda | ANIMATRICE TECHNIQUE CONTENTIEUX | FO | OCCITANIE | 70, avenue François Verdier 81000 ALBI | 05 63 54 13 74 | udfo81@orange.fr |
| NGUYEN Mai Linh | DELEGUEE MEDICALE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 46, avenue du Belvédère 34980 ST CLEMENT DE RIVIERE | 06 43 26 71 58 | mailinhrobin@gmail.com |
| NIGRIS Jerome | INFORMATICIEN | FO | OCCITANIE | 66 Avenue Tarayre 12000 RODEZ | 05 65 68 47 64 | udfo12@force-ouvriere.fr |
| NOU Vanessa | ASSISTANTE RECOURVEMENT | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 07 95 44 64 | nouvanessa@hotmail.com |
| NURIT Gérard | CADRE SOCIO EDUCATIF | CFDT | OCCITANIE | 19 Rue des Combelles, 48200 SAINT CHELY D'APCHER | 06 33 75 88 27 | g.nurit@orange.fr |

| | | | | | | |
|-------------------------------|--|------------|-----------|---|----------------|--------------------------------|
| OUESLATI Ouisssem | MAGASINIER CARISTE | CGT | OCCITANIE | UL CGT Muret 21 Avenue des Pyrénées BP 80067 31603 MURET | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| PARQUIER Valentine | CHEF DE PROJET | CFDT | OCCITANIE | 2398 les Arramous 32600 LIAS | 06 87 14 24 34 | v.parquier@gmail.com |
| PECHDO Christian | PRIVE D'EMPLOI | CGT | OCCITANIE | UL CGT Avenue de la Costière 30600 VAUVERT | 04 66 88 78 16 | vauvert.cgfu@wanadoo.fr |
| PERILLOUS ANDREU Francoise | SALARIEE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| PERRAGUIN Hervé | EDUCATEUR | CFDT | OCCITANIE | 6 Avenue Maréchal Foch 31800 SAINT-GAUDENS | 05 61 89 69 98 | cfdt.comminges@orange.fr |
| PERRAULT Pierre | CONSEILLER EN PROTECTION SOCIALE | UNSA | OCCITANIE | UNSA 20 chemin du Pigeonnier de la cepiere 31100 TOULOUSE | 06 60 70 13 71 | pierre.perrault@generali.com |
| PHILIPPOT Aurore | INGENIEURE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 83 09 62 20 | aurore.philippot@altran-so.net |
| PHILIPPOT MARC | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | Le Bourg 46700 VIRE SUR LOT | 06 81 15 78 00 | marcphilippot@free.fr |
| PIBOU Laura | SECRETAIRE ADMINISTRATIVE | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 23 48 01 34 | laura.pibou@gmail.com |
| PICAUD Franck | JURISTE | FO | OCCITANIE | 66 avenue Tarayre 12000 RODEZ | 05 65 68 47 64 | fkpicaud@yahoo.fr |
| PIN Véronique | AES (Accompagnant Educatif et Social) | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 67 41 22 24 | eric.pin@neuf.fr |
| PINAR Sylvain | CHAUDRONNIER SOUDEUR | CGT | OCCITANIE | UL CGT Muret 21 Avenue des Pyrénées BP 80067 31603 MURET | 05 61 51 29 00 | cgt.ul.muret@gmail.com |
| PINTO Eric | AGENT DE SECURITE | FO | OCCITANIE | 20 RUE DU PIC DU MIDI 65350 BOULIN | 06 23 36 45 67 | ericpinto1331@gmail.com |
| PLAZEN Yann | DISTRIBUTEUR | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 12 rue Pierre Panissard 82370 LABASTIDE SAINT PIERRE | 06 69 92 10 36 | yann.plazen@laposte.net |
| POLI Jean Noel | EMPLOYE DAHER | CGT | OCCITANIE | 6 QUARTIER DES SOURCES 65320 GAYAN | 06 02 22 94 82 | ud65@cgt.fr |

| | | | | | | |
|----------------------------|------------------------------------|------------|-----------|--|----------------|----------------------------------|
| PORTAL Benoît | Ingénieur consultant | CFDT | OCCITANIE | Bât 6 Appt 443 Résidence Le Clos 19 chemin des Maratchers 31400 TOULOUSE | 06 89 81 13 48 | benoit.portal@wanadoo.fr |
| PRADINE Sonia | DIRECTRICE HEBERGEMENT | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 1 Fbg du Moustier 82000 MONTAUBAN | 06 14 76 30 25 | sonia.pradine@yahoo.fr |
| PRAT Jean Paul | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | 14 Rue André CLAROUS - Appt C41 31200 TOULOUSE | 06 07 67 25 58 | jpprat.jpp@gmail.com |
| PRIORE Emmanuel | MANAGER ADJOINT | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | emmanuelprior@gmail.com |
| PUY Jean-Philippe | INGENIEUR R&D | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 30 62 07 42 | jean-philippe.puy@altran-so.net |
| QUERTINMONT Cécile | INGENIEURE CONSULTANT | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 74 66 47 99 | cecile.quertinmont@altran-so.net |
| RADER Julien | AGENT TELECOM | CGT | OCCITANIE | Union Locale CGT 57 Bd Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | pat2py@hotmail.fr |
| RAMIREZ-DELMAS Sandrine | REFERENTE CONTENTIEUX | FO | OCCITANIE | 70, avenue François Verdier 81000 ALBI | 05 63 54 13 74 | udfo81@orange.fr |
| RAYMOND Laure | AS | CGT | OCCITANIE | QUARTIER DES BOURDALATS 65130 FRECHENDETS | 06 74 54 56 10 | laure-raymond@orange.fr |
| RAYNAL Alain | INGENIEUR | CGT | OCCITANIE | La Clé des Champs 46500 ALVIGNAC | 07 88 15 11 54 | alain_raynal@yahoo.com |
| REGIS Max | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| REGNAUT Jean-Marc | AMP | CGT | OCCITANIE | 32550 PAVIE | 06 80 65 09 69 | administratif.cgtgers@orange.fr |
| RIFFLE Hugo | OPERATEUR LOGISTIQUE CARISTE | UNSA Lidl | OCCITANIE | 45 impasse du canies 34400 LUNEL VIEL | 06 43 65 60 63 | hugoriffle@outlook.fr |
| ROMASZKO Pierre | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | UNION LOCALE CGT Esplanade Jean Jaurès 12300 DECAZEVILLE | 06 65 43 13 72 | u.l.c.g.t@wanadoo.fr |
| ROMMELAERE Jérôme | OUVRIER | CGT | OCCITANIE | 5 Bis rue Saint Eutrope 82800 MONTRICOUX | 06 02 00 92 75 | jeromerommelaere@outlook.fr |

| | | | | | | |
|----------------------|-----------------------|-------------|-----------|--|----------------|----------------------------------|
| RUTY Jean Paul | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT Avenue de la Mayre 30200 BAGNOLS SUR CEZE | 04 66 79 83 71 | ulcfdtbagnols@yahoo.fr |
| SAINT-AUBIN Gérard | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 19 place Saint-Sermin, 31070 TOULOUSE | 06 23 15 85 29 | g.saintaubin@free.fr |
| SALAH Nadège | JURISTE | FO | OCCITANIE | 5 rue Bridaine 30000 NIMES | 04 66 36 67 67 | secretariat@fo30.org |
| SALGADO Cécile | INFIRMIERE | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 20 97 82 35 | cecile_salgado31@hotmail.com |
| SALTAREL Jean | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | rue Flandres Dunkerque Guillaume F 31 82300 CAUSSADE | 06 84 65 06 46 | jean.saltarel@orange.fr |
| SAMARAN Angélique | | CGT | OCCITANIE | 54 avenue des victimes du 11 juin 1944 65200 TREBONS | 06 98 8547 51 | a.samaran@cgt.fr |
| SANCHEZ Alain | PSYCHOLOGUE | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 555 Chemin de Ternisson 34190 BRISSAC | 06 40 88 96 12 | asbrissac@gmail.com |
| SANCHEZ Jean-Charles | ATTACHE REGIONAL | UNSA PHARMA | OCCITANIE | 35 Lot Le Village des Pêcheurs 11100 BAGES | 06 09 38 60 93 | jc.sanchez11@wanadoo.fr |
| SANCHEZ José | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 9, place Fernand Pelloutier 81000 ALBI | 05 63 54 03 70 | cgt-juridique.tarn@orange.fr |
| SANROMAN Marie | CONSEILLERE JURIDIQUE | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT Avenue de la Mayre 30200 BAGNOLS SUR CEZE | 04 66 79 83 71 | ulcfdtbagnols@yahoo.fr |
| SASTRE Jean Marc | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | UL CGT Avenue de la Costière 30600 VAUVERT | 04 66 88 78 16 | vauvert.cgtul@wanadoo.fr |
| SCHERRER Christophe | EDUCATEUR SPECIALISE | CFDT | OCCITANIE | Syndicat Cfdt Santé Sociaux 22 B Rue Colbert 30000 NIMES | 04 66 67 98 70 | syndicat30@sante-sociaux.cfdt.fr |
| SEMPE Sabine | AMP | CFDT | OCCITANIE | 7 avenue Robert Coll 65400 ARGELLES GAZOST | 06 99 98 06 23 | semp.sabine@yahoo.com |
| SERRUROT Béatrice | INGENIEUR | CFDT | OCCITANIE | 4 rue du Moulin 65490 OURSBELILLE | 05 62 33 46 06 | bem65@laposte.net |
| SIEFER Véronique | AGENT POLE EMPLOI | CGT | OCCITANIE | 6 Place de l'Eglise 48320 ISPAGNAC | 06 84 21 63 68 | veroniquesiefer@hotmail.com |
| SIRVEN Patrick | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | UL CGT BLAGNAC 10 rue des Myosotis 31700 BLAGNAC | 06 33 84 65 31 | sirven31@gmail.com |

| | | | | | | |
|--------------------|-------------------------|-------|-----------|--|----------------|----------------------------|
| SMAGGHE Damien | ENSEIGNANT CONTRACTUEL | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | damien.smagghe@cgt-ep.org |
| SOBCZYK Eva | PRIVEE D'EMPLOI | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 31 32 64 30 | ewa.tilli@wp.pl |
| STASIACK Julie | AGENT DE LA POSTE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| STOERCKLER Sylvain | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | CFDT F3C - 15 rue Lascrosses 31000 TOULOUSE | 06 09 59 10 70 | stoerckler@gmail.com |
| TALOU Christian | CONDUCTEUR TRAIN SNCF | CGT | OCCITANIE | TRIGODINA 46100 LUNAN | 06 08 66 15 99 | christian.talou@orange.fr |
| TAUZIN Helene | JURISTE | CGT | OCCITANIE | Union Départementale CGT 34 474 allée Henri 2 de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 04 67 15 91 67 | helenetauzin@gmail.com |
| TERRAL Magali | RESPONSABLE AGENCE MAIF | UNSA | OCCITANIE | LE CAUSSE D ARMAND 46100 LUNAN | 06 48 17 48 53 | terral.magali@maif.fr |
| TETRON Thierry | EMPLOYE LIBRE SERVICE | CFDT | OCCITANIE | 11 rue du 19 mars 1962 31150 GRATENTOUR | 06 22 47 19 70 | t.thierry06@gmail.com |
| TEYCHENNE Brigitte | AGENT DE LA POSTE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| TEYSSÉDOU Thierry | JURISTE | OSEDI | OCCITANIE | OSEDI impasse Sabatier BP 24 11150 BRAM | 06 51 78 19 15 | thierryteyssedou@gmail.com |
| THIEBAUT Dominique | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | Union CFDT 474 Allée Henri II de Montmorency 34000 MONTPELLIER | 06 30 38 21 06 | dom34600@orange.fr |
| THOMAS Jean-Pierre | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 588 rue de Combecalde 12110 MILLAU | 07 86 91 74 49 | jppaul.thomas@laposte.net |
| THOS Alexandre | AIDE SOIGNANT | FO | OCCITANIE | 25 grand rue Sapiac - Passage Daynes 82000 MONTAUBAN | 05 63 63 52 00 | udfo82@force-ouvriere.fr |
| TOLOSA Mikael | OUVRIER | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMIERIS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |

| | | | | | | |
|---------------------------|-------------------------------|------------|-----------|---|----------------|----------------------------------|
| TORRES Nathalie | AIDE SOIGNANTE SANS EMPLOI | CFDT | OCCITANIE | CFDT Santé 21 Avenue Maréchal Joffre 66000 PERPIGNAN | 06 10 99 98 91 | torresnathalie1@gmail.com |
| TOUQUET Daniel | RETRAITE | CFDT | OCCITANIE | UL CFDT bourse du travail place Georges Dupuy 30100 ALÈS | 09 52 74 31 50 | unionlocale.cfdt.ales@gmail.com |
| TOURPIN David | ATTACHE COMMERCIAL | CGT | OCCITANIE | 178 rue Bissières 46000 CAHORS | 06 80 85 50 05 | david.tourpin@wanadoo.fr |
| TREVIN Jérôme | TECHNICIEN RESEAU | CGT | OCCITANIE | 157 rue Brives 46000 CAHORS | 06 86 60 63 34 | jerome.trevin@asmg.org |
| TRUC Danielle | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | 37 AVENUE ARISTIDE BRIAND 65000 TARBES | 06 80 57 43 87 | danielle.truc@wanadoo.fr |
| VALETTE Stéphanie | DEMANDEUR D'EMPLOI | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 1155 route de Nîmes 34920 LE CRES | 06 81 13 34 39 | s.valette@wanadoo.fr |
| VALLET Jérôme | AGENT SNCF CONTROLEUR | CGT | OCCITANIE | 37 boulevard Frédéric Mistral 34500 BEZIERS | 04 67 28 31 16 | ul.cgt.bzs@wanadoo.fr |
| VALTAT Anne-Cécile | JURISTE | CFTC | OCCITANIE | URD CFTC Occitanie Bat. A 20, ch. de la Cépière 31100 TOULOUSE | 05 34 64 42 32 | secretariat-ur@cftc-occitanie.fr |
| VALY Christian | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | Lieu dit La Roche 48120 LAJO | 06 73 99 74 16 | christian.valy@orange.fr |
| VAN DURMEN Carole | EMPLOYEE RECAERO | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMBIERS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| VAN DURMEN MARCEL | RETRAITE | CGT | OCCITANIE | 17 place Albert Tournier 09100 PAMBIERS | 05 34 01 35 45 | udcgt.09@orange.fr |
| VERDIER Anne-Marie | RETRAITEE | CGT | OCCITANIE | 4 RUE DU BOIS FLEURI 65690 BARBAZAN DEBAT | 06 63 66 34 18 | annemarie.verdier1@gmail.com |
| VILARO Davy | OUVRIER CHOCOLATIER | SOLIDAIRES | OCCITANIE | 28 rue des Maisons Neuves 66380 PIA | 06 82 56 60 61 | sud.industrie.66@gmail.com |
| VILLECHENON Frédérique | COUTURIERE | CGT | OCCITANIE | 2058, route de Baziège 31670 LABEGE | 06 46 47 07 17 | villechenonfrederique@gmail.com |
| VITANI Maud | RESPONSABLE ADJOINT | UNSA LIDL | OCCITANIE | 105 chemin des lauriers, 30390 ARAMON | 07 86 85 09 01 | |

| | | | | | | |
|---------------|------------------|------|-----------|--|----------------|------------------------------|
| VIVIER Pierre | CADRE COMMERCIAL | CFDT | OCCITANIE | 60. MONTEE DU CHATEAU D'EAU 30300 COMPS | 06 07 11 85 22 | pierre.vivier.cfdt@gmail.com |
| ZINET Xavier | COMMERCIAL | FO | OCCITANIE | 93 BD DE SUISSE 31200 TOULOUSE | 06 22 66 88 54 | xavier.zinet@groupama-oc.fr |

ANNEXE 2 - Liste des défenseurs syndicaux présentés par les organisations syndicales d'employeurs

| NOM Prénom | PROFESSION | ORGANISATION SYNDICALE | COMPETENCE GEOGRAPHIQUE | ADRESSE | TELEPHONE | COURRIEL |
|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|---|----------------|--------------------------------|
| BRAU Jean-Denis | SECRETAIRE GENERAL DIRECTEUR | FBTP | OCCITANIE | 5, rue d'Isaby 65420 IBOS | 05 62 93 11 39 | braujd@d65.fbttiment.fr |
| BUTTARO Pauline | JURISTE EN DROIT SOCIAL | FRSEA Occitanie | OCCITANIE | Maison des Agriculteurs Mas de Saporta - Bât A 34875 LATTES cedex | 04 67 92 23 54 | p.buttaro@saporta.net |
| DERIBLE Aurélie | JURISTE EN DROIT SOCIAL | FRSEA Occitanie | OCCITANIE | 96 rue des Agriculteurs 81011 ALBI cedex 9 | 05 63 48 83 60 | aurelie.derible@fdsea81.com |
| RIBES Anne Catherine | JURISTE | FRSEA Occitanie | OCCITANIE | Mas de l'Agriculture 1120 route de Saint Gilles 30023 NÎMES cedex 1 | 06 69 36 77 54 | fdsea30.juriste@reseaufnsea.fr |

DREETS OCCITANIE

R76-2023-09-05-00001

Arrêté du 5 septembre 2023 fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique aux représentants du personnel des comités sociaux économiques (CSE) en matière de santé, sécurité et conditions de travail



**Arrêté préfectoral
fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique
aux représentants du personnel des comités sociaux et économiques (CSE)
en matière de santé, sécurité et conditions de travail**

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

- VU** l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 créant le comité social et économique (CSE) applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- VU** le code du travail, et notamment les articles L.2315-17 à 18 et R.2315-8 à R.2315-11 relatifs à la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique en matière de santé, sécurité et conditions de travail ;
- VU** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations auxquelles doivent satisfaire les organismes dispensant des formations ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret en conseil des ministres du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, Préfet de la région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Julien TOGNOLA, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie sur les compétences générales, d'ordonnancement secondaire délégué et de commande publique ;
- Vu** la décision du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature de M. Julien TOGNOLA, Directeur régional de l'économie, de l'emploi du travail et des solidarités Occitanie sur les compétences générales, d'ordonnancement secondaire délégué et de commande publique ;
- VU** l'arrêté N° R76-2023-05-05-00001 du 5 mai 2023 fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation santé, sécurité et conditions de travail aux membres des comités sociaux et économiques ;
- VU** la demande d'agrément présentée par la société AKANUP – 4 rue Duguay Trouin 31400 TOULOUSE - reçue le 15 février 2023, afin de dispenser la formation aux membres de la délégation du personnel du comité social et économique en matière de santé, sécurité et conditions de travail ;
- VU** l'avis du bureau du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP) en date du 31 août 2023 sur cette demande ;

VU la demande d'agrément présentée par FORMASUITE – 12 rue Courbet 82000 MONTAUBAN - reçue le 14 mars 2023, afin de dispenser la formation aux membres de la délégation du personnel du comité social et économique en matière de santé, sécurité et conditions de travail ;

VU l'avis du bureau du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP) en date du 31 août 2023 sur cette demande ;

Considérant les informations recueillies lors de l'instruction des demandes d'agrément, en particulier celles permettant d'apprécier l'aptitude des organismes à assurer la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique en matière de santé, sécurité et conditions de travail ;

Arrête :

Art. 1er : Les organismes figurant sur la liste modifiée ci-annexée sont agréés pour dispenser aux représentants du personnel des comités sociaux et économiques des stages de formation en santé, sécurité et conditions de travail nécessaires à l'exercice de leur mission.

Art. 2 : L'agrément pourra être retiré à l'organisme de formation qui cesse de répondre aux conditions d'agrément ou qui ne fournit pas son bilan d'activité à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Occitanie avant le 30 mars de l'année suivant l'exercice écoulé.

Art. 3 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté N° R76-2023-05-05-00001 du 5 mai 2023 en ce qu'il fixait la liste des organismes agréés pour dispenser la formation en santé, sécurité et conditions de travail aux membres titulaires des comités sociaux et économiques en région Occitanie.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 5 septembre 2023

Pour le Préfet de la région Occitanie,
et par subdélégation,

La Directrice du travail, adjointe au Responsable du
pôle ~~Politique du travail~~ de la Direction régionale de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
Occitanie.



Nathalie CAMPOURCY

ANNEXE

LISTE DES ORGANISMES AGREES POUR LA FORMATION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE EN MATIERE DE SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Septembre 2023

*Les agréments donnés par les régions sont valables sur l'ensemble du territoire national.
Il est par conséquent possible de faire appel à un organisme agréé par une autre région.
De plus, il existe des organismes agréés au niveau national.*

| RÉGION OCCITANIE | |
|--------------------------------|--|
| ACERFS FORMATION | ZA Lallemande RN 113 – 30670 AIGUES-VIVES |
| ACTEA | La Hille – 32260 TACHOIRES |
| ACTION FIRST | 10 allée Aristide Maillol - ZAC des Ramassiers – 31770 COLOMIERS |
| ACTIONS FORMATIONS | Boulevard Emile Lauret - 12100 MILLAU |
| ACUITE | 7 rue Ernest Daudet - 30000 NIMES |
| AGILEOS FORMATION | 1350 avenue Albert Einstein – Bât 4 – 34000 MONTPELLIER |
| AKANUP | 4 rue Duguay Trouin - 31400 TOULOUSE |
| AMT FORMATION | 2 rue Diderot - 30300 BEAUCAIRE |
| ANCOR CONSULTANTS | 22 rue des Figuiers – le Village - 31530 MENVILLE |
| APRE VAT | 24 rue Evariste Galois - 81000 ALBI |
| ARTEMESE | 36 place de la République – 31340 MIREPOIX-SUR-TARN |
| AS'COM | 103 avenue Charles de Gaulle – 82000 MONTAUBAN |
| ASFO GRAND SUD | Parc Technologique du Canal - 14 avenue de l'Europe, Villa Sacramento – 31520 RAMONVILLE ST-AGNE |
| ASTI | 14 rue Michel Labrousse – 31100 TOULOUSE |
| BCF | 3 rue Guerin – 30320 MARGUERITES |
| BHZ CONSEIL | 1, allée Muscat – Domaine de Massane - 34670 BAILLARGUES |
| BYZ CONSULTING | 32 rue Vallauris - 31240 L'UNION |
| CALPE FORM'ACTION | 103 rue Théodor Mathieu La Gineste - 12000 RODEZ |
| CAPICONSULT LANGUEDOC | 150 avenue Blaise Pascal – BP 18 – 34171 CASTELNAU-LE-LEZ |
| CAPPREV | 13 rue Tour du Bouton – 34 230 LE POUGET |
| CCI FORMATION GERS | 10 rue Diderot – 32000 AUCH |
| C'DEFI | 6 avenue de la Fontvin – 34970 LATTES |
| CeR QSE CONSEIL | 13 rue André Boubès – 31270 CUGNAUX |
| CEZAM OCCITANIE | 6, place du 22 septembre 1792 – 82000 MONTAUBAN |
| CFD FORMATION | 30 Avenue de l'Europe - ZA de Roumagnac - 81600 GAILLAC |
| COMEOS COMPETENCES | 5 rue Prof Pierre Vellas - Bât B6 - Le Syrius - CS 93076 – 31025 TOULOUSE |
| COURET FORMATION CONSEIL | 1 Rond-Point de l'Autan - BP 82111 – 31521 RAMONVILLE SAINT AGNE |
| CROIX ROUGE | 71 chemin des Capelles - 31300 TOULOUSE |
| C.S.T | 41 rue de la Découverte – 31670 LABEGE |
| CV SECURITE | 370 chemin des Fournels – 34400 LUNEL VIEL |
| Délégation régionale FO | Maison des syndicats - BP 9057 - 34041 MONTPELLIER Cedex 1 |
| ECLIPSE ISTECH | 437 avenue des Apothicaires – Bât 3 – CS 28888 – 34197 MONTPELLIER Cedex 5 |
| ED5 | 131 impasse des Palmiers PIST Oasis 30100 ALES |
| EESC Business Campus 12 | Cité de l'Entreprise et de la Formation – 5 rue de Bruxelles – BP 3349 12033 RODEZ Cedex 9 |
| efd CONSULTING | 21, rue de la Marine – 30230 RODILHAN |
| EI GROUPE | 437 avenue des Apothicaires – Bât 3 – CS 28888 – 34197 MONTPELLIER Cedex 5 |
| EMPREINTES ERGONOMIQUES | 47 rue de la Fontaine - 30230 BOUILLARGUES |
| EQUATION | Immeuble Le Lancaster - 455 rue Alfred Sauvy - 34470 PEROLS |
| EVARISK | 49 bis avenue du Pont Juvenal – 34000 MONTPELLIER |
| FC2S CONSEIL | 2 bis, chemin de Courtaou - 31260 MANE |
| FC TRAJECTOIRE | 7 rue de Cerdagne – Résidence Pyrénées-Cerdagne - 66000 PERPIGNAN |
| FERRE Joseph | 472 avenue de la Mer - 11210 PORT LA NOUVELLE |
| FORMA3MIL | 219 avenue de l'Hermitage - 30200 BAGNOLS SUR CEZE |
| FORMAFRANCE | 6 place du Grand Rond - 81370 SAINT-SULPICE |
| FORMAFRANCE COLLECTIVITE SANTE | 6 place du Grand Rond - 81370 SAINT-SULPICE |
| FORMASAUVER SAS | 450rue Baden Powel – 34000 MONTPELLIER |
| FORMASUITE | 12 rue Courbet - 82000 MONTAUBAN |
| FORMATION CONSEIL SANTE | 288 rue Hélène Boucher - 34170 CASTELNAU LE LEZ |
| FORMATION STRATÉGIQUE | 217 Chemin du Réservoir – 30140 BAGARD |

| | |
|---|--|
| FORMEUM | Parc scientifique Georges Besse - 417 rue Georges Besse - 30035 NIMES Cedex 1 |
| FORVALYS | 43 impasse de la Flambère - 31300 TOULOUSE |
| FPC SUD-OUEST | 9 rue Sébastopol - BP 21531 - 31015 TOULOUSE cedex |
| FPS | 15 rue de Gavachon - 31470 SAINT-LYS |
| FREQUENCE CONSEIL | 46 rue Saint-Firmin - 12850 ONET-LE-CHATEAU |
| GB CONSEIL | 24 rue Léo Lagrange - 34300 AGDE |
| GRETA Midi-Pyrénées Nord - Agence ALBI | Lycée Bellevue - 131 rue du Commandant Blanché - 81000 ALBI |
| I.P.S.T-CNAM | 118 route de Narbonne - 31062 TOULOUSE Cedex 9 |
| IFC-CCI ARIEGE-PYRENEES | Quartier Saint Antoine - 09000 SAINT PAUL DE JARRAT |
| IFCL | 625 avenue de la Saladelles - 34130 SAINT AUNES |
| IG FORMATION | ZAE Cahors Sud - 46230 FONTANES |
| IN'FOR | 84 rue de la Vanne - 81200 MAZAMET |
| INN'PACT | Ecoparc - Immeuble Saint Antoine - 625, Avenue de la Saladelle - 34130 SAINT AUNES |
| IN TEAM | 14 rue saint Antoine du T - 31000 TOULOUSE |
| IRCAF RESEAU | 13 Place du Coudoulier - 30660 GALLARGUES |
| JB PARTNERS | 23 rue Paul Campadiou - 31200 TOULOUSE |
| JE MANAGE | 180 rue de la Cavalerie - 30000 NIMES |
| KANOPE | 6 rue Roger Salengro 32000 - AUCH |
| LAURENCE GUGENHEIM CONSEIL | 22 chemin des Plantiers - 31270 FROUZINS |
| LICSEO | 4 chemin de la Gare - 34370 ST PAUL ET VALMALLE |
| LORRIS TUZZA | 57 rue de la Fontaine - 30230 BOUILLARGUES |
| MB FORMATION | Rue Jean Bart - Bât 7 - 31670 LABEGE |
| M2I FORMATION MONTPELLIER | Park Eureka Business Plaza Bât 4 - 159 rue de Thor 34000 MONTPELLIER |
| MIDI-CTES | 28 avenue Léin Blum 31500 TOULOUSE |
| ORQUE | 21 rue d'Alsace-Lorraine - 31000 TOULOUSE |
| PICA CONSULTANT | ZI du Bosc - 9 avenue Clément Fayat 32500 FLEURANCE |
| PREVIPOL | 72 avenue de Grande Bretagne - 31300 TOULOUSE |
| PURPLE CAMPUS AGENCES DU TARN | Maison de l'Economie - 1 avenue Général Hoche- 81000 ALBI |
| RISK PARTNERS | 15 rue Lamartine - 34920 LE CRES |
| SABINE ACCO FORMATION | Rue Fritz Lauer - ZA Lannolier - 11000 CARCASSONNE |
| SECUR'ELLE | 14 chemin de Lartigue - Lotissement Le Parc de Peyroulet - 31330 MERVILLE |
| SEPT FORMATION | 3 rue Jean Amiel - 31700 BLAGNAC |
| SINCEO | 3 rue Ariane - 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE |
| Si2P SO | Technoparc - Rue Jean Bart - Bât 7 - 31670 LABEGE |
| SOTEL FORMATION | 3 rue de Cabanis - 31240 L'UNION |
| Union régionale CFDT | Maison des syndicats - BP 9032 - Place du Millénaire - 34041 MONTPELLIER |
| Union régionale CFTC | 15 Place Zeus - 34000 MONTPELLIER |
| VALORECIA | Immeuble le Stratège - 1095 rue Henri Becquerel - 34000 MONTPELLIER |
| VALORIALE FORMATION | 109c Chemin du Cantadu - Impasse du Cantadu - 34400 LUNEL |

DREETS OCCITANIE

R76-2023-09-05-00002

Arrêté du 5 septembre 2023 fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique aux représentants du personnel des comités sociaux et économiques (CSE) en matière économique

**Arrêté préfectoral
fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique
aux représentants du personnel des comités sociaux et économiques (CSE)
en matière économique**

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

VU l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 créant le comité social et économique (CSE) applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L.2315-17 et R.2315-8 relatifs à la formation des membres de la délégation du personnel du comité social et économique ;

VU l'article L.2315-63 du code du travail prévoyant une formation économique des membres titulaires du comité social et économique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret en conseil des ministres du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, Préfet de la région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Julien TOGNOLA, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Occitanie sur les compétences générales, d'ordonnancement secondaire délégué et de commande publique ;

VU la décision du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature de M. Julien TOGNOLA, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Occitanie sur les compétences générales, d'ordonnancement secondaire déléguée et de commande publique ;

VU l'arrêté du préfet de région Occitanie N°R76-2023-05-05-00002 du 5 mai 2023 fixant la liste des organismes habilités à dispenser la formation économique aux membres des comités sociaux et économiques ;

VU la demande d'agrément présentée par **Nadine LEBOUC** – 10 allée du Docteur ZAMENHOF Apt 34 31100 TOULOUSE - le 30 mars 2023, afin de dispenser la formation économique aux membres de la délégation du personnel du comité social et économique ;

VU l'avis du bureau du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP) en date du 31 août 2023 sur cette demande,

Considérant les informations recueillies lors de l'instruction des demandes d'agrément, en particulier celles permettant d'apprécier l'aptitude des organismes à assurer la formation économique des membres de la délégation du personnel du comité social et économique ;

Arrête :

Art. 1er : Les organismes figurant sur la liste modifiée ci-annexée sont agréés pour dispenser aux représentants du personnel des comités sociaux et économiques des stages de formation économique nécessaires à l'exercice de leur mission.

Art. 2 : L'agrément pourra être retiré à l'organisme de formation qui cesse de répondre aux conditions d'agrément ou qui ne fournit pas son bilan d'activité à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Occitanie avant le 30 mars de l'année suivant l'exercice écoulé.

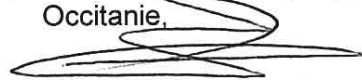
Art. 3 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral N°R76-2023-05-05-00002 du 5 mai 2023 en ce qu'il fixait la liste des organismes agréés pour dispenser la formation économique aux membres titulaires des comités sociaux et économiques en région Occitanie.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 5 septembre 2023

Pour le Préfet de la région Occitanie et par
subdélégation,

La Directrice du travail, adjointe au Responsable du pôle
Politique du travail de la Direction régionale de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
Occitanie,



Nathalie CAMPOURCY

ANNEXE

LISTE DES ORGANISMES AGREES POUR LA FORMATION ECONOMIQUE DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Septembre 2023

*Les agréments donnés par les régions sont valables sur l'ensemble du territoire national.
Il est par conséquent possible de faire appel à un organisme agréé par une autre région.
De plus, il existe des organismes agréés au niveau national.*

| RÉGION OCCITANIE | |
|--|---|
| ACTION CONSULT | Le Clos Mirman - 4 rue du Cantounet – 30132 CAISSARGUES |
| A.F.P.A. Agence régionale Midi-Pyrénées | 75, rue Saint-Jean – BP 93195 – 31131 BALMA Cedex |
| AGILEOS FORMATION | 1350 avenue Albert Einstein – Bât 4 – 34000 MONTPELLIER |
| ALLIANCE IRP | 2 rue d'Austerlitz – Bât A – 31000 TOULOUSE |
| APACE (syndicat FO) | Maison des syndicats – 15 place Zeus – BP 9057 – 34041 MONTPELLIER Cedex 1 |
| AS'COM | 103 avenue Charles de Gaulle – 82000 MONTAUBAN |
| ASFO GRAND SUD | Parc Technologique du Canal - 14 avenue de l'Europe, Villa Sacramento – 31520 RAMONVILLE ST-AGNE |
| FORM.AT | Résidence « Le Jules Guesde » - 18 avenue Jean Jaurès – 30900 NIMES |
| C'DEFI | 6 avenue de Fontvin – 34970 LATTES |
| CEZAM OCCITANIE | 6, place du 22 septembre 1792 – 82000 MONTAUBAN |
| CFD Formation | 30 avenue de l'Europe 81600 GAILLAC |
| CO'FORM | 34 résidence Lanolos – 31380 MONTASTRUC LA CONSEILLERE |
| CORREGE FORMATION CONSEIL | Au Crayon 990 route de Saramon 32260 SEISSAN |
| DAFCO (Greta) | 31 rue de l'Université – 34000 MONTPELLIER |
| EESC Business Campus 12 | Cité de l'Entreprise et de la Formation – 5 rue de Bruxelles – BP3349 12033 RODEZ Cedex 9 |
| EFD CONSULTING | 21 rue de la Marine – 30230 RODILHAN |
| EI GROUPE | 437 avenue des Apothicaires – Bât 3 – CS 28888 – 34197 MONTPELLIER Cedex 5 |
| EQUATION | Le Lancaster – 455 rue Alfred Sauvy – 34470 PEROLS |
| FERRE JOSEPH | 472 avenue de la Mer - 11210 PORT LA NOUVELLE |
| FORMATION STRATÉGIQUE | 217 Chemin du Réservoir – 30140 BAGARD |
| FORMEUM | Parc scientifique Georges Besse – 417 rue Georges Besse – 30035 NIMES Cedex 1 |
| GEC FORMATION | 1 rue d'Ensérune – 34440 COLOMBIERS |
| IG FORMATION (Imbert Gaëlle Formation) | ZAE Cahors Sud – Route de Saint Cevet – 46230 FONTANES |
| I.P.C (CCI 31) | 2 rue d'Alsace Lorraine – BP 10202 – 31002 TOULOUSE |
| IPST-CNAM | 118 route de Narbonne – 31062 TOULOUSE Cedex 9 |
| IRCAF RESEAU | 13 place de Coudoulié – 30660 GALLARGUES |
| JB PARTNERS | 23 rue Paul Campadieu – 31200 TOULOUSE |
| JE MANAGE | 180 rue de la Cavalerie – 30000 NIMES |
| LEXEM FORMATION | 2 rue Patrice Lumumba – 34000 MONTPELLIER |
| LORIS TUZZA | 57 rue de la Fontaine – 30230 BOUILLARGUES |
| Nadine LÉBOUC | 10 allée du Docteur ZAMENHOF APT 134 - 31100 TOULOUSE |
| ORQUE | 21 rue d'Alsace Lorraine – 31000 TOULOUSE |
| SABINE ACCO FORMATION | Rue Fritz Lauer – ZA Lannolier – 11000 CARCASSONNE |
| SPV FORMATION | 4 chemin de la Gare – 34570 ST PAUL ET VALMALLE |
| TETRA SOLUTIONS | 4 rue Seillan – 31180 LAPEYROUSE FOSSAT |

DREETS OCCITANIE

R76-2023-08-02-00005

Arrêté préfectoral portant fixation de la dotation globale de financement 2023 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) "Arc-en-ciel" géré par l'Association Catalane d'Actions et de Liaisons (ACAL) dans le département des Pyrénées-Orientales



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**

**Arrêté préfectoral
portant fixation de la dotation globale de financement 2023
du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Arc en ciel »
géré par l'Association Catalane d'Actions et de Liaisons (ACAL)**

N° FINESS : 660 782 681

Le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;
- Vu** la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu** le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2021 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 2023 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 7 avril 2023 ;
- Vu** l'arrêté du préfet de région pris en date du 22 mars 2023 portant délégation de signature au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;
- Vu** l'arrêté du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité d'Occitanie pris en date du 1^{er} juin 2023 portant subdélégation de signature aux agents et fonctionnaires de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) d'Occitanie ;
- Vu** l'arrêté du préfet des Pyrénées Orientales n°DDCS/PHIL/2017194-00303 du 13 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation du CHRS Arc en ciel à Perpignan, d'une capacité de 78 places.
- Vu** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du 8 mars 2023 ;
- Vu** la délégation de gestion en date du 19 avril 2023 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités des Pyrénées Orientales dénommée le « délégataire » ;

- Vu** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2023, publié le 04 mai 2023 ;
 - Vu** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2023 transmis le 10 juillet 2023 ;
 - Vu** les observations apportées par l'association en date du 17 juillet 2023 ;
 - Vu** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 19 juillet 2023 ;
 - Vu** les délégations de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » pour l'exercice budgétaire 2023 ;
- Sur** proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités ;

ARRÊTE :

Article 1 - Au titre de l'exercice budgétaire 2023, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Arc-en-ciel » géré par l'association catalane d'actions et de liaisons (ACAL) sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants (en euros) | Total (en euros) |
|----------|---|------------------------|---------------------|
| Dépenses | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 256 549,00 € | 1 311 091,00 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 737 705,00 € | |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 330 577,00 € | |
| | Reprise excédent 2021 en réductions des charges d'exploitations | -13 740,00 € | |
| Recettes | Groupe I : produits de la tarification | 1 115 235,00 € | 1 311 091,00 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 103 946,00 € | |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 91 910,00 € | |

Article 2 - La dotation globale de financement (DGF) du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale « Arc-en-ciel » géré par l'association catalane d'actions et de liaisons (ACAL) est fixée pour l'exercice budgétaire 2023 à 1 115 235€ (un million cent quinze mille deux cent trente-cinq euros), dont :

- 66 613 € au titre de la prime Ségur
- 17 735 € au titre la revalorisation du point d'indice 2023
- 4 574 € de CNR au titre de la revalorisation du point d'indice 2022

Article 3 - La fraction forfaitaire, égale au douzième de la dotation globale de financement 2023, s'établit à 92 936,25 € (quatre-vingt-douze mille neuf cent trente-six euros et vingt-cinq centimes), répartis comme suit :

| | |
|--|--------------------|
| CHRS – dépenses d'hébergement | 50 777,50 € |
| CHRS – dépenses d'accompagnement | 42 158,75 € |
| CHRS – autres | 0,00 € |
| TOTAL – FRACTION FORFAITAIRE | 92 936,25 € |
| <i>dont crédits reconductibles</i> | 7 029,00 € |
| <i>dont crédits non reconductibles</i> | 381, 16 € |

Article 4 - Le versement de cette dotation est imputé, par douzième, sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » :

Centre financier : 0177- D034-DD66

Référentiel d'activité : 017701051210 « CHRS dépenses d'hébergement »,

domaine fonctionnel : 0177-12-10

Référentiel d'activité : 017701051213 « CHRS dépenses d'accompagnement »,

domaine fonctionnel : 0177-12-08

Groupe marchandises : 12.02.01

Sur le compte ouvert au nom de : ACAL Centre Accueil Arc en Ciel

Banque :

| |
|-------------------------------|
| CREDIT COOPERATIF CARCASSONNE |
|-------------------------------|

Identification internationale du compte bancaire (IBAN)

| | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|-----|
| FR76 | 4255 | 9100 | 0008 | 0027 | 0763 | 978 |
|------|------|------|------|------|------|-----|

Identification internationale de la Banque (BIC)

| |
|-------------|
| CCOPFRPPXXX |
|-------------|

L'ordonnateur est Monsieur le préfet de la région Occitanie. Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de l'Hérault.

Article 5 - Dans l'attente de l'arrêté préfectoral fixant la dotation globale de financement pour l'année 2024, l'allocation des moyens s'effectuera à compter du 1^{er} janvier 2024 sur la base du forfait mensuel égal au douzième de la part reconductible de la dotation allouée en 2023.

Article 6 - La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun, 33074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 7 - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du département des Pyrénées Orientales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le **- 2 AOUT 2023**

Pour le préfet de la région Occitanie et par subdélégation,
Le directeur régional adjoint, responsable du pôle
Cohésion Sociale, Formation, Certification


Régis CORNU

DREETS OCCITANIE

R76-2023-08-02-00007

Arrêté préfectoral portant fixation de la dotation globale de financement 2023 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) "Henri Dunant" géré par la délégation départementale de la Croix-Rouge Française dans le département des Pyrénées-Orientales



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**

**Arrêté préfectoral
portant fixation de la dotation globale de financement 2023
du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Henri Dunant »
géré par délégation départementale de la Croix Rouge Française des Pyrénées Orientales**

N° FINESS : 66 000 384 9

Le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;
- Vu** la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu** le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2021 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 2023 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 7 avril 2023 ;
- Vu** l'arrêté du préfet de région pris en date du 22 mars 2023 portant délégation de signature au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;
- Vu** l'arrêté du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité d'Occitanie pris en date du 1^{er} juin 2023 portant subdélégation de signature aux agents et fonctionnaires de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) d'Occitanie ;
- Vu** l'arrêté du préfet des Pyrénées Orientales n° DDCS/PHIL/2017300-001 en date du 27 octobre 2017 portant renouvellement de l'autorisation du CHRS Henri Dunant à Perpignan d'une capacité de 38 places.
- Vu** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du 8 mars 2023 ;
- Vu** la délégation de gestion en date du 19 avril 2023 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités des Pyrénées Orientales dénommée le « délégataire » ;

- Vu** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2023, publié le 04 mai 2023 ;
 - Vu** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2023 transmis le 05 juin 2023 ;
 - Vu** l'absence de réponse par l'association dans les délais réglementaires valant approbation,
 - Vu** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 19 juillet 2023 ;
 - Vu** les délégations de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » pour l'exercice budgétaire 2023 ;
- Sur** proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités ;

ARRÊTE :

Article 1 - Au titre de l'exercice budgétaire 2023, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Henri Dunant » géré par la délégation départementale de la Croix Rouge Française des Pyrénées Orientales, sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants (en euros) | Total (en euros) |
|----------|---|------------------------|---------------------|
| Dépenses | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 86 577,00 € | 525 610,00 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 321 176,00 € | |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 117 857,00 € | |
| Recettes | Groupe I : produits de la tarification | 452 652,00 € | 525 610,00 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 52 288,00 € | |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 20 670,00 € | |

Article 2 - La dotation globale de financement (DGF) du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale « Henri Dunant » géré par la délégation départementale de la Croix Rouge Française des Pyrénées Orientales est fixée pour l'exercice budgétaire 2023 à 452 652 € (quatre cent cinquante-deux mille six cent cinquante-deux euros), dont :

- 26 350 € au titre de la prime Ségur
- 7 606 € au titre la revalorisation du point d'indice 2023
- 3 803 € de CNR au titre de la revalorisation du point d'indice 2022

Article 3 - La fraction forfaitaire, égale au douzième de la dotation globale de financement 2023, s'établit à 37 721 € (trente-sept mille sept cent vingt et un euros) répartis comme suit :

| | |
|--|--------------------|
| CHRS – dépenses d'hébergement | 25 220,83 € |
| CHRS – dépenses d'accompagnement | 12 500,17 € |
| CHRS – autres | 0,00 € |
| TOTAL – FRACTION FORFAITAIRE | 37 721,00 € |
| <i>dont crédits reconductibles</i> | 2 829,66 € |
| <i>dont crédits non reconductibles</i> | 316,92 € |

Article 4 - Le versement de cette dotation est imputé, par douzième, sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » :

Centre financier : 0177- D034-DD66

Référentiel d'activité : 017701051210 « CHRS dépenses d'hébergement »,

domaine fonctionnel : 0177-12-10

Référentiel d'activité : 017701051213 « CHRS dépenses d'accompagnement »,

domaine fonctionnel : 0177-12-08

Groupe marchandises : 12.02.01

Sur le compte ouvert au nom de :

Banque :

LE CREDIT LYONNAIS (LCL)

Identification internationale du compte bancaire (IBAN)

| | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|-----|
| FR48 | 3000 | 2040 | 7900 | 0046 | 6218 | R20 |
|------|------|------|------|------|------|-----|

Identification internationale de la Banque (BIC)

CRLYFRPP

Ouvert au nom de :

LA CROIX ROUGE FRANCAISE

L'ordonnateur est Monsieur le préfet de la région Occitanie. Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de l'Hérault.

Article 5 - Dans l'attente de l'arrêté préfectoral fixant la dotation globale de financement pour l'année 2024, l'allocation des moyens s'effectuera à compter du 1^{er} janvier 2024 sur la base du forfait mensuel égal au douzième de la part reconductible de la dotation allouée en 2023.

Article 6 - La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun, 33074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 7 - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du département des Pyrénées Orientales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le **- 2 AOUT 2023**

Pour le préfet de la région Occitanie et par subdélégation,
Le directeur régional adjoint, responsable du pôle
Cohésion Sociale, Formation, Certification


Régis CORNUT

DREETS OCCITANIE

R76-2023-08-02-00006

Arrêté préfectoral portant fixation de la dotation globale de financement 2023 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) "Sésame" géré par l'Association Catalane d'Actions et de Liaisons (ACAL) dans le département des Pyrénées-Orientales



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**

**Arrêté préfectoral
portant fixation de la dotation globale de financement 2023
du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Sésame »
géré par l'Association Catalane d'Actions et de Liaisons (ACAL)**

N° FINESS : 660 005 398

Le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.314-4, L.345-1 et le 8° de son article L.312-1 ;
- Vu** la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu** le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2021 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;
- Vu** l'arrêté du préfet des Pyrénées Orientales n° DDCS/PHIL/2020281-001 en date du 07 octobre 2020 portant renouvellement de l'autorisation du CHRS SESAME à Prades d'une capacité de 38 places.
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 2023 pris application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale paru au Journal Officiel du 7 avril 2023 ;
- Vu** l'arrêté du préfet de région pris en date du 22 mars 2023 portant délégation de signature au directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État en qualité de responsable du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » ;
- Vu** l'arrêté du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et de la solidarité d'Occitanie pris en date du 1^{er} juin 2023 portant subdélégation de signature aux agents et fonctionnaires de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) d'Occitanie ;
- Vu** l'avis du contrôleur budgétaire de la région Occitanie relatif à la soutenabilité du budget opérationnel de programme n°177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du 8 mars 2023 ;
- Vu** la délégation de gestion en date du 19 avril 2023 relative à la procédure de tarification des établissements et services sociaux et des services entre, d'une part, le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Occitanie, dénommé le « délégant » et d'autre part, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités des Pyrénées Orientales dénommée le « délégataire » ;

- Vu** le rapport d'orientation budgétaire relatif aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Occitanie pour la campagne budgétaire 2023, publié le 04 mai 2023 ;
 - Vu** le rapport de propositions budgétaires pour l'exercice 2023 transmis le 10 juillet 2023 ;
 - Vu** les observations apportées par l'association en date du 17 juillet 2023 ;
 - Vu** la notification de la décision d'autorisation budgétaire et de tarification en date du 19 juillet 2023 ;
 - Vu** les délégations de crédits du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » pour l'exercice budgétaire 2023 ;
- Sur** proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités ;

ARRÊTE :

Article 1 - Au titre de l'exercice budgétaire 2023, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) « Sésame » géré par l'association catalane d'actions et de liaisons (ACAL) sont autorisées comme suit :

| | Groupes fonctionnels | Montants (en euros) | Total (en euros) |
|----------|---|------------------------|---------------------|
| Dépenses | Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante | 62 360,00 € | 672 486,00 € |
| | Groupe II : dépenses afférentes au personnel | 465 562,00 € | |
| | Groupe III : dépenses afférentes à la structure | 144 564,00 € | |
| Recettes | Groupe I : produits de la tarification | 633 385,00 € | 672 486,00 € |
| | Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation | 33 937,00 € | |
| | Groupe III : produits financiers et produits non encaissables | 5 164,00 € | |

Article 2 - La dotation globale de financement (DGF) du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale « Sésame » géré par l'association catalane d'actions et de liaisons (ACAL) est fixée pour l'exercice budgétaire 2023 à 633 385 € (six cent trente-trois mille trois cent quatre-vingt-cinq euros), dont :

- 38 038 € au titre de la prime Ségur
- 12 031 € au titre la revalorisation du point d'indice 2023
- 6 015 € de CNR au titre de la revalorisation du point d'indice 2022

Article 3 - La fraction forfaitaire, égale au douzième de la dotation globale de financement 2023, s'établit à 52 782,08 € (cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-deux euros et huit centimes) de janvier à novembre et 52 782,12 € (cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-deux euros et douze centimes) en décembre, répartis comme suit :

| | |
|--|--------------------|
| CHRS – dépenses d'hébergement (de janvier à novembre 2023) | 28 867,91 € |
| décembre 2023 | 28 867,99 € |
| CHRS – dépenses d'accompagnement (de janvier à novembre 2023) | 23 914,17 € |
| décembre 2023 | 23 914,13 € |
| CHRS – autres | 0,00 € |
| TOTAL – FRACTION FORFAITAIRE (de janvier à novembre 2023) | 52 782,08 € |
| décembre 2023 | 52 782,12€ |
| <i>dont crédits reconductibles</i> | 4 172,42 € |
| <i>dont crédits non reconductibles</i> | 501,25 € |

Article 4 - Le versement de cette dotation est imputé, par douzième, sur les crédits ouverts du BOP 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » :

Centre financier : 0177- D034-DD66

Référentiel d'activité : 017701051210 « CHRS dépenses d'hébergement »,

domaine fonctionnel : 0177-12-10

Référentiel d'activité : 017701051213 « CHRS dépenses d'accompagnement »,

domaine fonctionnel : 0177-12-08

Groupe marchandises : 12.02.01

Sur le compte ouvert au nom de :

Banque :

CREDIT COOPERATIF DE CARCASSONNE

Identification internationale du compte bancaire (IBAN)

FR76 4255 9100 0008 0144 1604 418

Identification internationale de la Banque (BIC)

CCOPFRPPXXX

Ouvert au nom de :

ACAL SESAME CHRS

L'ordonnateur est Monsieur le préfet de la région Occitanie. Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de l'Hérault.

Article 5 - Dans l'attente de l'arrêté préfectoral fixant la dotation globale de financement pour l'année 2024, l'allocation des moyens s'effectuera à compter du 1^{er} janvier 2024 sur la base du forfait mensuel égal au douzième de la part reconductible de la dotation allouée en 2023.

Article 6 - La présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la région Occitanie, soit hiérarchique auprès du Ministre en charge du logement, dans le délai d'un mois suivant la notification,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, sis : greffe de la cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 Cours de Verdun, 33074 Bordeaux Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 7 - Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du département des Pyrénées Orientales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'établissement concerné et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Toulouse, le **- 2 AOUT 2023**

Pour le préfet de la région Occitanie et par subdélégation,
Le directeur régional adjoint, responsable du pôle
Cohésion Sociale, Formation, Certification


Régis CORNUT

MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne
de Bordeaux

R76-2023-09-05-00003

Arrêté portant modification de la composition
du conseil d'administration de l'URSSAF de
Midi-Pyrénées



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRETE n°118 / 2023

**portant modification des membres du Conseil d'Administration
de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales
de Midi-Pyrénées**

Le ministre de la santé et de la prévention,

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 213-2, R. 121-5 à R. 121-7 et D. 231-1 à D. 231-4 ;

Vu l'arrêté ministériel n°8/2022 du 18 mars 2022 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de Midi-Pyrénées modifié les 20 septembre 2022 et 4 août 2023 ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2023 portant délégation de signature à Monsieur Hubert VERDIER, chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

Vu la proposition de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

A R R Ê T E

Article 1

L'arrêté ministériel n°8/2022 du 18 mars 2022 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de Midi-Pyrénées ;

Dans la liste des représentants des assurés sociaux désignés au titre de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) est nommée :

- **Madame Delphine DELIBIE** en tant que suppléante sur siège vacant.

Article 2

Le Chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la région.

Fait à Bordeaux, le 5 septembre 2023

Le ministre de la santé et de la prévention,
Pour le ministre et par délégation ;

Le Chef d'antenne de Bordeaux
de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des
organismes de sécurité sociale

Hubert VERDIER

MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne
de Bordeaux

R76-2023-09-05-00004

Arrêté portant modification de la composition
du conseil départemental de l'URSSAF de
Midi-Pyrénées

ARRETE n°119 / 2023

**portant modification des membres du Conseil Départemental de la Haute-Garonne
de l'URSSAF de Midi-Pyrénées**

Le ministre de la santé et de la prévention

Vu le code la sécurité sociale et notamment les articles R. 121-5 à R. 121-7, D. 213-7 et D. 231-1 à D. 231-4 ;
Vu l'arrêté n°22/2022 du 18 mars 2022 portant nomination des membres du Conseil Départemental de la Haute-Garonne de l'URSSAF de Midi-Pyrénées modifié le 8 décembre 2022 ;
Vu l'arrêté du 3 avril 2023 portant délégation de signature à Monsieur Hubert VERDIER, chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;
Vu la proposition de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

A R R Ê T E

Article 1

L'arrêté n°22/2022 du 18 mars 2022 portant nomination des membres du Conseil Départemental de la Haute-Garonne de l'URSSAF de Midi-Pyrénées est modifié comme suit ;

Dans la liste des représentants des assurés sociaux désignés au titre de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) est nommée :

- **Madame Delphine DELIBIE** en tant que suppléante en remplacement de Madame Dalila MOKADEM.

Article 2

Le Chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la région.

Fait à Bordeaux, le 5 septembre 2023

Le ministre de la santé et de la prévention,
Pour le ministre et par délégation ;

Le Chef d'antenne de Bordeaux
de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des
organismes de sécurité sociale



Hubert VERDIER